



bimensuel  
n°39.30/11/78  
5 Ff. 35 Fb. 3 Fs.

# INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**Chine : l'heure de la «démaoïsation»**

**Document : un nouveau  
«complot» trotskyste en Tchécoslovaquie**

# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS



**Abonnement**  
**UN an**  
**25 numéros**



### TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.  
Par avion, USA et Canada :  
30 dollars par an.  
Pour les autres pays écrire à la  
rédaction  
Versement : libeller les chèques au  
nom de Pascal Henri et les envoyer à  
« Inprecor ».



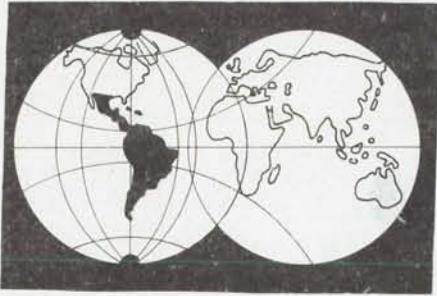
Découper ce bulletin  
et le retourner à « Inprecor »  
accompagné d'un chèque bancaire  
libellé au nom de Pascal Henri  
Boîte postale 57,  
Montreuil/Cedex - France.

## Sommaire

Page	3	DOCUMENT Nicaragua : déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale
Page	4	IRAN La colère des masses Parvin Najafi
Page	9	A bas le Shah : déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale
Page	10	MAROC Continuité et tournants ne suppriment pas les contradictions Bachir Doufti - Deborah Damali
Page	16	TCHÉCOSLOVAQUIE Document : un nouveau « complot » trotskyste en Tchécoslovaquie
Page	21	CHINE L'heure de la « démaoïsation » S. S. Wu
Page	28	AUTRICHE Victoire des anti-nucléaires Hermann Dirkes
Page	30	ITALIE - ESPAGNE Document : la vente de la Seat à la Fiat Déclaration commune des Gruppi communisti revoluzionari et de la Liga comunista revolucionaria (IVe Internationale)

NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....  
.....  
.....  
PAYS .....

« Inprecor », Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France  
Directeur de publication : Jean-François Godchau  
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire :  
No 59 117  
Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment  
les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



## Note éditoriale

# Nicaragua

## Déclaration du Secrétariat unifié

### de la IVe Internationale

Les événements de ces derniers mois au Nicaragua représentent une nouvelle étape de la décomposition de la dictature somoziste. Ils marquent une accentuation de la crise des dictatures imposées en Amérique latine par l'impérialisme et les classes dominantes indigènes. Installée depuis plus de quarante ans et maintenue par la violence la plus barbare, la tyrannie des Somoza a été profondément ébranlée au début de l'année 1978 par de puissantes mobilisations de masse, ripostes à l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro, porte-parole de l'opposition bourgeoise modérée.

Depuis lors, manifestations de rues, grèves étudiantes et ouvrières, soulèvements urbains semi-spontanés se sont multipliés dans l'ensemble des villes du Nicaragua ainsi que dans d'importantes zones rurales.

C'est dans ce contexte que s'est déroulée, au mois de septembre dernier, l'offensive militaire du FSLN (Front sandiniste de libération nationale), actuellement la principale force militaire et politique qui combat le régime. Cette offensive visait à la prise de plusieurs villes, à la libération d'une zone politiquement et militairement importante du pays, à la frontière du Costa-Rica, en vue de l'installation d'un gouvernement provisoire devant être reconnu et appuyé par plusieurs gouvernements latino-américains. Aucun de ces objectifs n'a pu être accompli. L'armée somoziste a pu étouffer un par un les soulèvements jalonnant cette offensive au prix d'un véritable massacre. Les bombardements et le mitraillage systématiques des populations civiles ont fait de 5000 à 10000 morts et plus de 50000 blessés. Cette sauvagerie brutale d'une dictature agonisante montre, après le Brésil, l'Uruguay, le Chili, et l'Argentine, le degré de barbarie que peut atteindre la domination capitaliste dans sa phase de décadence. Elle montre aussi l'hypocrisie et la mystification de la campagne pour les droits humains et la démocratie menée par les puissances impérialistes. Le gouvernement nord-américain n'a rien fait pour empêcher les massacres. Au contraire, en l'absence d'une alternative immédiate et conforme à ses intérêts, il n'a pas hésité à maintenir ouvertement son appui aux massacrés.

A ce prix, la tyrannie somoziste n'a obtenu qu'un bref répit. Elle est plus isolée et haïe que jamais et

le silence pesant imposé au peuple nicaraguayen est annonciateur de nouvelles explosions dont dès maintenant les indices se multiplient.

La lutte contre la dictature nicaraguayenne, la solidarité avec le peuple nicaraguayen mobilisent déjà des secteurs importants des masses du Costa-Rica, de l'Amérique centrale, du Mexique et du Venezuela. En ce moment crucial et dramatique pour le peuple du Nicaragua, la IVe Internationale appelle à la mobilisation d'un puissant mouvement de solidarité internationale avec le peuple nicaraguayen, avec ses organisations, avec le FSLN, cible principale de la répression. Il faut dénoncer et condamner les crimes de Somoza et de ses mercenaires. Il faut dénoncer et condamner tous les complices de la dictature, en premier lieu le gouvernement des Etats-Unis.

Tout doit être fait pour que cesse le massacre et pour arracher les militants à leurs bourreaux en exigeant leur libération immédiate.

L'effondrement du régime somoziste menace d'ébranler la société et l'Etat capitaliste nicaraguayen en ouvrant la voie à la force immense et impétueuse que représentent les aspirations sociales des masses. Les revendications pour les libertés démocratiques, pour la terre, le travail, l'éducation, un logement décent, une infrastructure minimum, pour une véritable indépendance nationale, constituent la racine des événements du Nicaragua. La domination capitaliste, la subordination à l'impérialisme sont incompatibles avec la satisfaction de ces revendications. Ce n'est pas d'un secteur quelconque des classes dominantes, de la bourgeoisie anti-somoziste «libérale» ou «nationale» que les masses doivent attendre la restauration de leurs droits démocratiques et la réalisation de leurs revendications économiques, quels que soient les efforts entrepris par certains secteurs de l'impérialisme, de la bourgeoisie latino-américaine et des classes dominantes nicaraguayennes pour chercher une solution de rechange à la dictature somoziste.

Ce sont les masses ouvrières et paysannes, l'ensemble des couches exploitées de la population qui, mobilisées et organisées dans les structu-

res propres du mouvement populaire, agissant de façon organique et articulée - nécessité dramatiquement confirmée par les échecs des soulèvements du mois de septembre - devront renverser la dictature dans le cadre d'une bataille d'ensemble contre toutes les classes dominantes et leur système.

En ce sens, le fait que le FSLN - dans le cadre de sa lutte contre Somoza, que nous soutenons de manière inconditionnelle - établisse des alliances avec d'importants secteurs de la bourgeoisie, leur demandant même de former un gouvernement provisoire, représente un grave danger pour la révolution nicaraguayenne et pour le Front sandiniste lui-même.

Il revient aux marxistes-révolutionnaires de faire tous les efforts pour détruire les obstacles masquant le caractère de classe de la lutte populaire contre la tyrannie des Somoza. Lutter pour le renversement de la dictature de Somoza, c'est lutter pour la dissolution de la Garde nationale et de tous les organismes répressifs du régime. C'est lutter pour le développement de milices populaires capables de s'opposer aux tentatives militaires impérialistes. C'est lutter pour la libération de tous les prisonniers politiques, pour l'exercice complet des libertés et droits démocratiques, politiques et syndicaux. C'est lutter :

- pour la nationalisation de toutes les propriétés de la famille Somoza et des grandes entreprises impérialistes et nationales;
- pour une réforme agraire complète et véritable;
- pour la rupture de tous les pactes politiques, économiques et militaires avec l'impérialisme;
- pour des élections libres et pour une assemblée constituante populaire et souveraine, opposée à toutes les formules de gouvernement provisoire prétendant se substituer à Somoza indépendamment de la volonté populaire;
- pour un gouvernement ouvrier et paysan représentant les intérêts des opprimés.

A bas la dictature de Somoza !

Impérialisme, hors du Nicaragua et de toute l'Amérique latine !

Liberté pour le peuple nicaraguayen !

Gouvernement ouvrier et paysan !



Iran

## La colère des masses

*L'ampleur des manifestations n'a fait que s'accroître lors des dernières semaines tandis que la radicalisation des mots d'ordre se poursuit et que le caractère prolétarien des actions de masse apparaît plus nettement.*

Parvin NAJAFI

Nous publions ci-après un article écrit début novembre par Parin Najali sur le développement des mouvements de masse en Iran. Face à ce danger, le Shah a suscité depuis la mise en place d'un nouveau gouvernement militaire, sans réussir pour autant à briser la dynamique profonde des luttes sociales en cours.

Le 21 novembre, les communications internationales entre l'Iran et le monde extérieur ont été partiellement renouées. Durant deux jours, selon l'agence Reuter, il n'y a eu « aucun contact extérieur du fait du bouleversement politique ». Les travailleurs des télécommunications nationales ont participé à la grève contre le Shah.

La vague de grèves, bien que n'ayant pas atteint son point ultime, affecte néanmoins de larges secteurs de l'économie, notamment ceux de l'énergie. Les autorités ont beau proclamer que la grève du pétrole a pris fin le 14 novembre, cette nouvelle est contredite par les correspondants occidentaux selon lesquels elle continue dans certains secteurs. De toutes façons, les chiffres officiels pour la production du pétrole restent très en dessous de la normale.

Une nouvelle vague de manifestations de rues a commencé. Une dépêche de l'agence UPI en date du 19 novembre rapporte que des « émeutes » massives ont éclaté dans les villes saintes de Mashhad et Qom. Le massacre des manifestants continue.

Ainsi, le gouvernement militaire mis en place par le Shah le 6 novembre a échoué dans ses deux objectifs principaux : mettre fin aux grèves; mettre fin aux démonstrations hostiles au Shah. Tout ce qu'il a pu faire a été de gagner du temps.

La classe dominante a besoin de respirer pour trouver une solution politique. Elle estime que la perpétuation d'un régime militaire brutal est trop dangereuse et pourrait provoquer un soulèvement révolutionnaire encore plus puissant.

Le type de solution politique qu'elle recherche est indiqué dans un article du *Sunday Times* de Londres du 19 novembre : « On parle beaucoup à Téhéran d'une 'solution à l'espagnole' qui verrait le Shah transformé en Juan Carlos iranien. ». Ceci impliquerait une coalition comprenant le Front national et la définition d'un rôle pour le Shah acceptable à la fois par l'armée et par les opposants religieux.

Le régime semble avoir peu de chances de parvenir à un tel compromis. La désillusion des masses est allée trop loin. De plus, l'évidence de la corruption du régime se confirme sans cesse davantage. L'un des derniers scandales concerne *Kish*, une île de corail dans le Golfe, site du Palais d'hiver du Shah. L'île a été transformée en « île de plaisir » avec des casinos, des hôtels de super-luxe et un réseau de prostitution prospère. Juste au moment où le gouvernement militaire annonçait une campagne anti-corruption, on découvrit que le directeur de *Kish*, nommé par le Shah en personne, s'était enfui avec plus de dix millions de dollars.

Les problèmes économiques s'accumulent. La crise est telle que la plupart des projets économiques du régime doivent être abandonnés ou largement révisés en baisse : projet nucléaire; électrification du réseau ferré; construction du métro de Téhéran; et mise sur pied de plusieurs usines pétrochimiques. Dans le *Washington Post* du 10 novembre, Jonathan Randal, écrivant sur la grève du pétrole à Abadan, notait que « les interviews de deux jeunes dirigeants du Comité de coordination de grève expriment l'attachement à des idéaux utopiques plutôt qu'au jeu et au marchandage de la lutte contractuelle ». Exactement ! Ces paroles nous montrent l'avenir possible de ce combat héroïque en Iran et la raison pour laquelle l'impérialisme est si pessimiste. Le mouvement ouvrier international doit faire tout son possible pour que les « idéalistes utopiques » qui émergent aujourd'hui en Iran parviennent à faire déboucher les luttes actuelles en révolution prolétarienne.

● Plus puissante que jamais, l'attaque massive contre le régime du Shah se poursuit et atteint, en ce début novembre, sa quatrième semaine.

Des dizaines de milliers de travailleurs appartenant aux secteurs industriels stratégiquement les plus importants se sont mis en grève, exigeant la fin de la répression politique.

Les rues iraniennes sont le théâtre de manifestations quotidiennes de dizaines de milliers de personnes en colère, décidées à porter un coup final à la dictature exécrée du Shah.

Partout en Iran, les étudiants ont transformé les campus en « universités rouges », en centres d'éducation et d'organisation pour le mouvement contre la monarchie.

C'est en bref une situation pré-révolutionnaire qui s'ouvre en Iran et qui prend de plus en plus l'aspect d'une explosion insurrectionnelle.

### LES TRAVAILLEURS EN GREVE POUR LA DEMOCRATIE

L'industrie du pétrole - dont la production annuelle est estimée à 22000 milliards de dollars - la principale industrie en Iran, comptant pour 80% du revenu gouvernemental, a été frappée le 31 octobre d'une grève sur le tas d'ampleur nationale.

Les ouvriers des installations de production, des raffineries, des usines pétro-chimiques et de toutes les branches y attendant ont cessé le travail, coupant l'approvisionnement journalier de millions de barils de pétrole brut et de milliards de mètres cubes de gaz naturel aux marchés étrangers.

Les ouvriers en grève ont déclaré qu'ils ne produiraient et ne raffineraient que la quantité de pétrole nécessaire aux besoins intérieurs. La grève a appelé à soutenir les revendications de tous les opprimés et exploités en Iran pour en finir

avec la loi martiale, pour la liberté des prisonniers politiques et pour que justice soit faite contre les auteurs des massacres perpétrés par le régime.

Les ouvriers du pétrole réclament également la dissolution des « services de sécurité » de la police secrète sur leurs lieux de travail et la garantie par le gouvernement que la présence des officiers de la sécurité



Coupure de l'approvisionnement du pétrole

et du personnel de l'armée ne soit plus jamais autorisée à l'intérieur des usines; ils réclament aussi la démission du colonel Kalyaai, chef du « service de sécurité » de la raffinerie d'Abadan, connu pour son mépris déclaré des ouvriers.

Le gouvernement mène une intense campagne pour briser la grève des ouvriers du pétrole. Dans un discours devant le Parlement iranien, le Premier ministre Sharif-Emani a menacé les grévistes d'une mise en accusation pour « trahison ».

Le 1er novembre, l'armée fut envoyée pour déloger les grévistes. Devant la résistance des ouvriers, elle ouvrit le feu, tuant et blessant un grand nombre d'entre eux. Selon une dépêche de l'UPI parue dans *News World* du 3 novembre, « l'opération provoqua la colère des ouvriers qui déclarèrent qu'ils ne négocieraient pas d'accord tant que l'armée serait en place ».

Le même jour, les troupes tiraient dans un meeting de masse réunissant les ouvriers en grève de la plus importante raffinerie du monde, à Abadan, tuant et blessant de nombreuses personnes.

Lors d'une autre tentative visant à briser la grève, les représentants de la société pétrolière ont menacé de licencier tous les ouvriers en grève qui n'auraient pas repris le travail le 4 novembre. Ils ont menacé de faire appel aux soldats pour remplacer les ouvriers en grève. Mais c'est irréaliste puisque la plupart des emplois de l'industrie du pétrole exige un haut niveau de qualification que les soldats ne possèdent pas.

En dépit de tout cela, et des pressions exercées sur eux, les ouvriers du pétrole s'en tiennent fermement à leur engagement de ne pas reprendre le travail jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Un jour après les ouvriers du pétrole, les travailleurs de la ligne aérienne d'Etat Air Iran - la seule ligne aérienne en Iran - entraient en grève. Une dépêche de l'UPI annonçait que « les employés en grève de Air Iran ont déclaré qu'ils désertaient leurs postes pour se joindre au « mouvement de solidarité » dirigé par l'opposition contre le régime du Shah. De même que les ouvriers du pétrole, ils ont présenté d'importantes revendications politiques comprenant l'arrêt de la loi martiale à Téhéran et dans onze autres villes. »

### «OUVREZ LES LIVRES DE COMPTES»

Le 28 octobre, les travailleurs de la société d'Etat des Télécommunications annonçaient

qu'ils ne reprendraient le travail que si leurs revendications étaient satisfaites, à savoir :

- la libération immédiate et sans conditions de tous les prisonniers politiques détenus lors de ces vingt-cinq dernières années;
- une enquête rapide sur la corruption et les abus commis par les hauts fonctionnaires de la société des Télécommunications et leur démission immédiate;
- la cessation de tous les accords de type colonial entre cette société et les Américains;
- la divulgation des dossiers des travaux exécutés par les sociétés américaines ayant reçu des millions de dollars provenant des revenus du pays;
- l'expulsion des conseillers américains (employés de *Bell Helicopter*) engagés à des salaires exorbitants par la société;
- une purge scrupuleuse de tous les fonctionnaires corrompus de la société et l'élection à leur place de personnes dignes de confiance;
- la dissolution du « service de sécurité » de la société, qui a créé une atmosphère de répression et de terreur;
- le droit de créer un syndicat;
- une enquête sur tous les achats effectués lors des cinq dernières années, spécialement des pièces d'équipement électronique et des centaines de camions américains.

Les revendications concernant l'ouverture des livres de comptes exigeant l'arrêt du pillage impérialiste du pays deviennent de plus en plus populaires en Iran.

Ces différents secteurs économiques-clé ne sont pas seuls concernés par ce vaste mouvement de grève qui se poursuit, plus massif que jamais. Les travailleurs des banques se sont remis en grève, tout comme ceux des services publics dans de nombreuses villes. Il en va de même des travailleurs des docks

portuaires. Les betteraves à sucre pourrissent dans les champs, car les 7 000 ouvriers agricoles du gigantesque complexe agro-industriel de Haft-Tapeh ont cessé le travail depuis plus d'un mois.

Un mois après la date officielle de la rentrée scolaire, pas un seul cours n'a été convoqué dans les écoles et les universités. Forte de 400 000 participants, la grève des enseignants entre dans son deuxième mois. Les enseignants s'efforcent toujours parallèlement de construire un syndicat. Un grand nombre de conférences de délégués d'enseignants se sont tenues en province ces dernières semaines et ont élu des comités exécutifs provisoires.

Des grèves très puissantes se poursuivent dans la fonction publique, qui emploie une force de travail immense, avec les employés de nombreuses municipalités, les travailleurs des ministères des finances et du commerce et les employés du Bureau de développement agricole.

Le *Washington Post* du 2 novembre résumait la situation en ces termes : « Déjà vieille d'un mois, une grève de un million de fonctionnaires iraniens a conduit les services gouvernementaux à une quasi-paralyse. »

Les employés de la radio et de la télévision, en grève depuis une semaine pour protester contre la censure gouvernementale, ont repris le travail le 29 octobre après avoir obtenu l'assurance que la censure serait levée. Le jour suivant, les travailleurs du quotidien de Téhéran *Ayandegan* se mirent en grève contre la censure imposée au journal par ses propres éditeurs. Leur lutte fut soutenue de façon enthousiaste par les travailleurs des plus importants quotidiens iraniens, *Le Kayman* et *le Etela'at*, qui avaient conduit une grève victorieuse contre la censure gouvernementale début octobre.

« Les travailleurs iraniens ne conduisent pas les grèves comme les Occidentaux l'enten-

dent », expliquait William Claiborne dans le *Washington Post* du 4 novembre : « Ils quittent rarement leurs ateliers ou leurs bureaux parce que les grèves sont illégales et qu'il n'existe pas de syndicats organisés. »

« Les travailleurs se rendent à leur travail et sont payés, mais ils ne travaillent tout simplement pas, ou pratiquent de telles « grèves du zèle » que la production est pratiquement nulle. »

« Bien que techniquement ouvertes, les usines ne servent plus guère que de lieux de rencontre pour les ouvriers mécontents, pour tenir des meetings politiques et discuter de nouvelles revendications. »

« Certaines des revendications qui ont été acceptées sont extraordinaires : paiement des repas; paiement des transports pour se rendre au travail, ré-emboursement des employés licenciés au cours des quinze derniers jours, quel qu'en soit le motif; paiement du temps pour se rendre au travail et démission de certains directeurs. »

« En dépit des dénégations officielles », poursuit Claiborne, « des directeurs du ministère iranien des Finances admettent en privé que l'agitation ouvrière a filtré sur l'ensemble de la base industrielle du pays. » Il ajoute : « Les économistes du gouvernement iranien le savent bien, puisqu'environ la moitié des employés du ministère des Finances sont en grève et qu'une masse de partisans du Front national a récemment organisé des manifestations dans les bureaux du ministère, dévalant les couloirs aux cris de 'Mort au Shah !' »

Les mobilisations de masse sans précédent dans les rues d'Iran se poursuivent également, ne montrant aucun signe d'épuisement.

Partout les manifestants s'en prennent aux agents de la SAVAK. Dans certains endroits les statues du Shah ont été renversées et son portrait retourné.

Le 4 novembre l'armée a ouvert le feu sur une grande manifestation étudiante à Téhéran, tuant, selon les étudiants, quarante personnes. Le jour suivant on assistait à des manifestations d'ampleur nationale. Radio Iran annonçait qu'au début de la matinée, une foule immense, composée d'étudiants et de très nombreux autres secteurs de la population, était rassemblée devant l'Université de Téhéran et commençait à défiler dans les rues.

Le ministre de l'Information annonçait plus tard dans une interview qu'il en avait réchappé de justesse, après avoir été expulsé de ses bureaux par les manifestants, secouru par des amis et s'être réfugié dans un autre bâtiment du ministère, découvert à nouveau et finalement réfugié dans une pâtisserie pendant plusieurs heures jusqu'à ce que la foule s'en aille.

Des témoins, joints par téléphone par *Intercontinental Press*, ont raconté que ces derniers jours, les soldats se sont abstenus de charger les manifestants, alors même qu'ils en avaient reçu l'ordre. Une fois, un camion militaire passant près d'une manifestation, les soldats saluèrent et applaudirent la foule. Malgré la poursuite d'affrontements violents ouverts avec la troupe, les manifestants continuent à espérer la fraternisation avec les militaires.

Pour détourner le raz-de-marée qu'est devenu le mouvement de masse, le gouvernement a engagé et armé des hommes de main. Il a déclaré la chasse ouverte aux contestataires, à leur vie et à leurs biens. La police s'est montrée une active auxiliaire de ces bandes parallèles en leur prêtant main-forte.

Un grand nombre de villes ont été la cible de ces tueurs. Le *City News* de New-York du 1er novembre relevait le cas suivant : « *Les journaux iraniens annoncent que Salan Jaf, parlementaire fidèle au Shah, a engagé et armé 2000 membres de tribus iraniennes. Ils ont envahi dans la nuit de lundi (30 octo-*

*bre) la ville de Paveh à l'ouest de l'Iran, à cheval et en camions.* »

*« Selon ce récit, les habitants de Paveh, qui redoutaient une attaque, avaient quitté la ville avant leur arrivée pour éviter une confrontation. Ils tenaient une réunion de protestation et étaient en train de prier lorsque les assaillants arrivèrent. Trois personnes furent tuées alors qu'elles priaient.*

*« Puis les assaillants s'en retournèrent et attaquèrent la ville, incendiant des voitures, des magasins et des maisons. Les femmes et les gosses de la ville, laissés en arrière par les hommes, ripostèrent et incendièrent trois camions pleins de pillards, lapidant à coups de pierres les cavaliers, tuant douze des assaillants. »*

#### DANS NOS PRECEDENTS NUMEROS

no 35: Iran: la crise du régime; Nicaragua: à bas la dictature; Pérou: Nous appelons les travailleurs à prendre le pouvoir, discours de Hugo Blanco à Tacna (5 octobre).

no 36: la crise en Iran (suite); France: contre le plan Barre III !; Vietnam: trois ans après la victoire...; création de la Ligue socialiste des femmes au Japon (19 octobre).

no 37: les accords de Camp David; Nicaragua: l'agonie du somozisme; avorter en Belgique; Klebanov: être mineur et oppositionnel en URSS (2 novembre).

no 38: Le traité de paix sino-japonais, un accord signé sur le dos des peuples d'Asie; Mexique: le populisme sans avenir du parti au pouvoir; Zimbabwe: la dernière période de Smith ?; Algérie: vers l'autodissolution des staliniens dans le parti unique; France: le mouvement syndical depuis les élections de mars; Livres: l'URSS et eux...

La terreur organisée n'a pas produit l'effet escompté. Elle a au contraire soudé plus étroitement les masses et leur a permis de prendre conscience de façon de plus en plus précise des tâches pratiques de la lutte, les amenant dans certains cas à constituer leur propre groupe d'autodéfense. A Amol, ville de

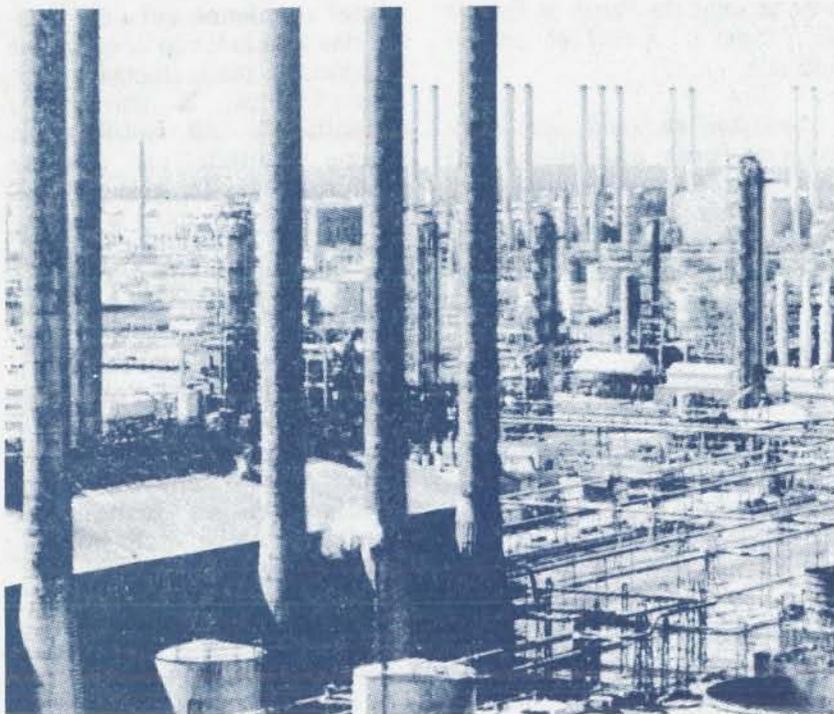
la mer Caspienne qui a été la cible des attaques répétées par les hommes de main engagés par le gouvernement, la jeunesse a constitué le 29 octobre un groupe d'autodéfense fort de 3000 participants. Armés de bâtons, ils ont parcouru la ville en groupes de cinquante, contrôlant tous les véhicules pénétrant dans la ville pour en interdire l'accès aux hommes de main. Dans la ville kurde de Sanandaj, qui a également été l'objet des attaques répétées d'hommes de main, la population s'est armée de bâtons et a tenu une manifestation en les brandissant, montrant qu'elle était prête à se défendre.

#### LES « UNIVERSITES ROUGES »

Le nouveau syndicat constitué par les enseignants universitaires a annoncé une semaine de solidarité commençant le 28 octobre. Cet appel n'est pas tombé dans l'oreille de sourds et a reçu le soutien de la plupart des partis politiques et organisations de droits civiques du pays. Partout un grand nombre de campus ont fait connaître leurs programmes - cours, réunions, conférences et autres rencontres - qui ont été publiés dans la presse iranienne.

Mais juste au moment où commençait cette semaine de solidarité, le gouvernement ordonna la fermeture des principales universités. Après une tempête de protestations, dont un *sit-in* de 5000 personnes devant l'Université de Téhéran, le gouvernement fut obligé de reculer, et les universités réouvraient le 29 octobre.

Depuis lors, les universités iraniennes sont devenues de véritables centres d'éducation de grande qualité. Des centaines de milliers de personnes participent aux cours, aux conférences et aux réunions. La fréquentation des cours de plusieurs sessions des universités de Téhéran a dépassé 10000 personnes. C'est là que les représentants



La raffinerie de pétrole d'Ababan

des enseignants et travailleurs en grève, ainsi que les prisonniers politiques récemment libérés ont reçu l'accueil le plus chaleureux.

Lorsque Safar Ghahremani, le prisonnier politique le plus longtemps incarcéré, ayant passé trente ans dans les cachots du Shah, a pris la parole à l'Université de Téhéran, quelque 22000 personnes étaient là pour l'entendre.

Les étudiants et les enseignants ont réussi à expulser les gardes d'un grand nombre de campus.

### KHOMEINI REFUSE LE COMPROMIS

L'irruption du mouvement massif de grève qui menace gravement le régime du Shah et, avec lui, le système capitaliste en Iran, a provoqué un brusque glissement à droite de l'opposition bourgeoise.

Ces politiciens recherchent activement les moyens de mettre un terme à la mobilisation de masse et s'affirment de plus en plus ouvertement en faveur

de la monarchie. La hiérarchie religieuse iranienne a fondamentalement suivi la même voie. En fait, les dirigeants du Front national, la principale formation de l'opposition bourgeoise, et la monarchie ont déjà entamé des négociations pour parvenir à une solution de compromis.

Le seul des dirigeants les plus en vue de l'opposition qui ait fermement refusé tout compromis avec le régime du Shah est l'Ayatollah Khomeini. Il est tout à son crédit qu'il n'ait pas cédé, malgré les pressions subies, tant de la part des dirigeants du Front national que de la hiérarchie religieuse iranienne.

L'appel au renversement de la monarchie iranienne par Khomeini n'est accueilli favorablement ni par la bourgeoisie d'opposition, ni par la hiérarchie religieuse.

Il est par contre fortement soutenu par les travailleurs, les paysans, les sans-emplois et les autres couches exploitées et appauvries d'Iran. Du fait de sa position sans compromis, Khomeini est de loin celui dont la base populaire est la plus large,

plus large que celle d'aucun autre dirigeant ou d'aucune organisation.

### LE SHAH LE DOS AU MUR

Le Shah se trouve manifestement en situation difficile. Le mouvement de masse a empiété sur son autorité par bonds et rebondissements. Il n'existe ni organisation réformatrice importante ni bureaucratie ouvrière à même de contrôler la lutte. En faisant appel à l'armée pour noyer le mouvement dans le sang et le briser par la répression brutale, il court le risque grave de créer en son sein de profondes fissures.

Inquiets de ce dilemme posé au Shah, toutes les forces réactionnaires du monde ont serré les rangs derrière le pouvoir du Shah. Washington et les autres puissances impérialistes occidentales ont en diverses occasions exprimé leur ferme soutien au Shah et les bureaucraties chinoise et soviétique n'ont pas fait moins.

Selon le *Times* du 4 novembre, « Un article de La Pravda rapportait aujourd'hui l'importance attachée par le Kremlin à la stabilité de l'Iran, qui n'est qu'à 1250 miles de la frontière soviétique. Le journal attaquait les dirigeants religieux iraniens et déclarait que l'Ayatollah Khomeini ne devait pas compter sur le soutien de l'Union soviétique dans sa lutte contre le Shah. »

Face au soutien international que reçoit le Shah, les travailleurs iraniens en grève ont besoin du soutien et de la solidarité de leurs frères ouvriers du monde entier.

Les travailleurs des pays impérialistes, spécialement des USA, ont la responsabilité particulière de faire savoir au monde entier qu'ils se tiennent aux côtés de leurs frères et de leurs sœurs assiégés en Iran, et non aux côtés du Shah, le tiran.

5 novembre 1978

## A bas le Shah

### Déclaration du Secrétariat unifié

#### de la IVe Internationale

● L'impérialisme US a installé le présent régime lors d'un coup monté à l'instigation de la CIA en 1953. Washington a armé jusqu'aux dents et entraîné les tortureurs détestés de la SAVAK. A présent, Washington et les autres puissances impérialistes se précipitent au secours du Shah, appuyant sa pratique de la répression massive pour s'accrocher au trône. Le régime du Shah joue un rôle clé dans les plans contre-révolutionnaires de l'impérialisme dans toute la région, et l'enjeu, à ses yeux, est fort élevé.

Les bureaucrates du Kremlin et de Pékin sont également venus à l'aide du Shah dès qu'il en a eu besoin, prenant prétexte de l'anniversaire du tyran pour avouer publiquement leur soutien. Le «Président» Hua Kuo-feng a même fraternellement rendu visite au Shah durant l'été au moment où les troupes de ce dernier tiraient sur les manifestations de rues. Peu après, la sœur du Shah reçut un accueil chaleureux à Moscou. Une fois de plus, la politique de coexistence pacifique montre son véritable visage contre-révolutionnaire.

Au même moment, même de son point de vue étroitement nationaliste, Moscou a été obligé de mettre en garde contre

toute tentative de Washington d'intervenir directement militairement pour sauver le monarque chancelant; ceci, en raison des frontières communes soviéto-iraniennes. Carter a d'ailleurs envoyé des ballons d'essai révélateurs de la possibilité d'une telle intervention. Les dangers d'une intervention impérialiste directe sont clairs : elle pourrait conduire à une guerre mondiale étant donné l'importance stratégique du pays.

L'année écoulée a vu se produire un soulèvement sans précédent des masses iraniennes contre l'Etat policier brutal du Shah Reza Pahlavi. Ce soulèvement intègre des couches sans cesse plus larges des masses laborieuses : étudiants, nationalités opprimées, paysans, pauvres des villes, femmes. Au cours des deux derniers mois, la classe ouvrière a fait jouer sa force de frappe en une vague de grèves de masse.

Les travailleurs ont combiné leurs revendications propres avec l'opposition politique au régime haï. Une fois de plus, nous voyons la dynamique de

la classe ouvrière dans un pays semi-colonial tendant à prendre la tête de l'ensemble des masses laborieuses dans leur lutte pour la démocratie et l'amélioration

des conditions de vie, ainsi que la tendance de cette lutte à transcroître en révolution socialiste.

Washington a tenté de décrire ce soulèvement puissant, l'un des plus considérables, des plus persistants et héroïques de notre époque, comme une réponse religieuse conservatrice à la politique de «libéralisation» du Shah. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Ce grand mouvement élémentaire est dirigé contre vingt-cinq ans de répression exercée par l'un des régimes policiers les plus brutaux du monde; contre le soutien impérialiste à ce régime et l'exploitation économique impérialiste; contre la suppression violente des nationalités opprimées qui comprennent la majorité de la population; contre la politique économique et sociale du Shah qui écrase les travailleurs des villes et des campagnes.

Début novembre, le Shah commença à jouer sa dernière carte : tenter d'écraser militairement le soulèvement. Mais ce fut plus facile à dire qu'à faire. Les masses ont fait montre d'un courage extraordinaire. Les protestations continuent dans de nombreuses villes. Les grèves ou les baisses de cadence du travail se poursuivent. Aucun secteur des masses n'a à ce jour été défait. Les batailles décisives sont encore à venir.

La IVe Internationale appelle le mouvement ouvrier international et tous les partisans des droits démocratiques à se solidariser avec les luttes des masses laborieuses iraniennes contre le Shah et son régime, à exiger que Washington et l'ensemble des puissances impérialistes cessent leur aide à ce régime, et à demeurer vigilants contre toutes les tentatives d'intervention des impérialistes.

21 novembre 1978

# Continuité et tournants ne suppriment pas les contradictions

*L'impasse économique, politique et diplomatique du régime est évidente. Sa politique, toute entière dirigée contre les masses populaires, est davantage battue en brèche par les luttes paysannes et ouvrières que par une « opposition » divisée qui, trop souvent joue le jeu du monarque.*

Bachir DOUFTI  
Deborah DAMALI

● Du fait de sa position stratégique, le Maroc peut espérer recevoir en permanence un soutien de ses alliés traditionnels, les USA et la France. Le Maroc est considéré comme le plus sérieux garant de l'Ouest méditerranéen par le camp atlantique; ceci explique le soutien financier et militaire pratiquement sans limite dont il bénéficie (1).

Dès sa sortie de la dépendance, avec Mohammed V, le Maroc s'est orienté vers le « libéralisme économique » : autrement dit, l'indépendance formelle octroyée par le gouvernement français s'accompagnait de garanties quant à l'orientation économique du pays.

Cette politique a connu deux phases : l'une, après l'indépendance, qui a vu s'opérer un certain recul des intérêts coloniaux français prédominants dans la majorité des secteurs au profit d'une réorganisation impérialiste passant par les banques. Dès 1960, la mise en place d'une politique de « développement » préconisée par les organisations internationales liées à l'impérialisme US (BNDE) passe sous contrôle des intérêts capitalistes étrangers. Face à la situation « déstabilisée » par le coup d'Etat de Skhirat en 1971 et l'attentat de 1972, face aux nombreuses grèves, les investissements étrangers restent incer-

tains et ce n'est qu'en 1975, avec le voyage de Giscard, que reprend l'aide française.

gation, communications...) visant en fait à permettre au secteur privé de se développer.

REPARTITION DES INTERETS ETRANGERS EN 1973  
(en millions de Francs)

France	USA	Banque mondiale	RFA
100 (24,8%)	3355 (30% du total)	17,2%	12,24%

source : « Maroc, Impérialisme et émigration de P.BAROUDI, p. 64

Par le biais de codes d'investissements particulièrement avantageux, tout fut mis en œuvre pour attirer les investissements privés. Le Marché commun est le principal fournisseur du Maroc (52% en 1973) et reçoit 61% de ses exportations. Cette situation est susceptible de changer, même après la ratification de l'accord de coopération entre le Maroc et la CEE, du fait de l'entrée dans le Marché commun de l'Espagne et du Portugal, dont la configuration est proche de celle du Maroc.

Cette dépendance économique étroite est accompagnée d'une dépendance financière, sous la forme de « prêts » ou de « dons » étrangers. Durant le plan quinquennal 1973-1977, 33% des investissements publics ont été financés ainsi. Les principaux « prêteurs » sont la France et les USA, le principe général étant le financement d'infrastructures (routes, barrages, irri-

On constate en définitive un endettement cumulatif du Maroc par rapport aux capitaux étrangers : l'exemple des phosphates qui ne servent finalement qu'au développement des activités économiques européennes est le plus flagrant.

La caricature de ce phénomène, c'est que le Maroc exporte des produits agricoles à l'étranger, et qu'il est obligé d'importer pour nourrir - si l'on peut dire - la population vivant dans le secteur de la subsistance. Les autres éléments de dépendance sont du ressort de ce que l'on appelle la dépendance technique : elle se traduit par l'importation de technologie étrangère, la plupart du temps à fort taux capitalistique. Mais cette dépendance existe aussi au niveau de la formation professionnelle et des « cadres » : 73% des médecins sont étrangers et à peu près autant pour les ingénieurs. Parmi les enseignants,

un tiers sont étrangers dans le premier cycle et plus de la moitié dans le second cycle. Enfin, il y a dépendance au niveau de la politique migratoire puisque près de 550 000 migrants se trouvent actuellement en Europe, dont 370 000 en France. «*De 1970 à 1974, le montant global des transferts (de l'épargne des travailleurs immigrés en Europe) a proprement quintuplé. A partir de la France, les transferts s'élevaient en 1970 à environ 296 millions de Dh (93,5% du total); or on peut estimer que la contribution de la communauté immigrée marocaine à l'économie française a été de l'ordre de 3 milliards 570 millions de F. (soit 3 milliards 246 millions de Dh) pour la seule année 1970.*» (Baroudi, p. 96).

Cette politique de dépendance croissante vis-à-vis des pays industrialisés, c'est-à-dire de l'impérialisme, n'a fait qu'accentuer la crise économique et la paupérisation des masses marocaines.

#### 1960-1970 : LA CONSTITUTION D'UN BONAPARTE

C'est en 1970 que s'est situé une sorte de « tournant » dans la politique du Palais. Après le début de l'insurrection de 1965 dont la répression féroce par l'armée fit un millier de morts, et l'institution de l'Etat d'exception, la période sociale et politique a été marquée par une phase de radicalisation très importante : en 1968, la grève des mineurs de Jerrada, en 1969 celle des mineurs d'Ahouli-Mibladen, en 1971 celle de Khouribga qui dura 75 jours. D'autres luttes se sont menées, dans le secteur textile en particulier. Dans les campagnes, les paysans ruinés se révoltent spontanément dans le Gharb, aux Ouled Khalifa... Dans les lycées, les collèges et les facultés, des mobilisations massives s'organisent.

Cette phase de radicalisation et de mobilisation des couches sociales les plus pauvres ou les plus touchées par la politique économique et sociale du régime, par sa répression, devait néanmoins aboutir - peu ou

prou - dans les isolements de 1970, beaucoup moins d'ailleurs du fait des illusions des masses dans l'opération électorale du régime qu'en raison de l'absence totale de perspectives avancées par le mouvement ouvrier et par l'opposition légale.

Après l'Etat d'exception qui a suspendu la Constitution de 1962 (2) pendant cinq ans, celui-ci continue de fait, bien que formellement levé, alors que la corruption bat son plein au niveau de l'administration centrale et que quelques indices d'une crise économique apparaissent. Le Palais organise alors une nouvelle opération électorale sous la forme d'un référendum sur la Constitution, dont il sortira en fait totalement isolé.

D'autant que la Constitution de 1970 revenait sur les éléments « libéraux » de celle de 1962, en donnant à la monarchie le pouvoir absolu, ce qui amène les partis d'opposition et les syndicats (UNFP, UMT, UGTM, UNEM, UGEM ainsi que l'Istiqlal) à se prononcer pour le « non ». Les fraudes et l'absence de révision des listes électorales donnant 98,7% au roi - alors que toute l'opposition était contre - amenèrent les partis d'opposition à appeler au boycott lors des législatives d'août 1970. Le Parlement alors élu n'est bel et bien qu'une chambre d'enregistrement des décisions du Palais, où règne « l'empire des neutres » (2/3 des sièges aux neutres !) et où l'ensemble des candidats est élu à l'unanimité, sans la moindre campagne d'ailleurs...

Ainsi, l'isolement du pouvoir apparaît à la veille du coup d'Etat de Skhirat. Cet isolement, dû au refus de l'opposition légale de participer au simulacre de démocratie parlementaire, et les risques que cela entraîne pour le rôle bonapartiste de Hassan II inquiètent la bourgeoisie, tant marocaine qu'internationale. Et c'est ce qui incitera les militaires de Skhirat à tenter un coup d'Etat, pour résoudre une situation politique bloquée. Cela fut possible grâce à l'impérialisme et à la bourgeoisie qui profitèrent

de la baisse des mobilisations ouvrières et des dissensions internes à la bourgeoisie elle-même. L'objectif était de restaurer une autorité qui soit susceptible de reposer sur une base sociale réelle, moins sujette à caution.

L'impérialisme et la CIA n'ont eu qu'à s'appuyer sur la volonté de forces sociales déjà existantes au sein de l'armée, travaillant initialement pour leur compte ou tout au moins pour le compte d'une idéologie conservatrice et visant à mettre fin au pourrissement du régime et aux manœuvres souterraines. Le bilan global qui peut être tiré du coup d'Etat, puis de l'attaque du Boeing en 1972 est un coup de semonce à deux niveaux : du point de vue du roi qui a compris clairement son isolement et le minage de son propre régime, par ceux-là même sur lesquels il s'est appuyé jusqu'ici (Oufkir entre autres); d'autre part on a pu voir l'incapacité de l'impérialisme et de la fraction de la bourgeoisie compradore d'avancer une solution de rechange immédiate à ce pouvoir en sursis.

#### CONTINUITÉ DE LA POLITIQUE DU PALAIS

La politique du Palais vis-à-vis de l'opposition offre une continuité : la volonté du pouvoir a toujours été - depuis les premières années de l'Indépendance jusqu'à nos jours - d'intégrer l'opposition au gouvernement, d'offrir une image de pluralisme parlementaire. Cette ouverture aux partis d'opposition a été une constante du régime (le Parti Istiqlal participera au gouvernement jusqu'en 1965) d'autant plus que l'exercice du pouvoir resta le seul fait de la monarchie, les différents gouvernements fantoches n'entravèrent en rien la politique du Palais qui s'arroge et garde l'arbitrage final du pouvoir. Cette politique de « main tendue » à l'opposition est un moyen d'offrir à l'impérialisme des garanties de stabilité, conditions nécessaires pour une politique d'investissements économiques à long terme. D'autre part, l'opposition légalisée permet de désarmer le mouvement de masse et ceci jusqu'en 1965.

## 1972 : UN NOUVEAU «TOURNANT» DANS LA POLITIQUE DU REGIME

Ce nouveau «tournant» du régime date du lendemain des coups de semonce des étés 1971 et 1972 : il consiste à se tourner de nouveau vers l'opposition, dans le but de lui faire des propositions, sinon de partage du pouvoir, du moins de participation à la règle du jeu nouvellement instituée : il entend ainsi redonner sa place à l'Istiqlal et faire briller aux yeux des leaders de l'UNFP la possibilité de goûter aussi au pouvoir. C'est un tournant parfaitement accepté par les partis de l'opposition légale qui ne tiennent ni à rester en dehors du jeu, ni à ce qu'un nouveau coup d'Etat, susceptible de conséquences plus graves, n'ait lieu; c'est un tournant qui se répercutera sur les années à venir : réapparition officielle du PCM-PLS-PPS, scission de l'UNFP en 1974.

Tout en proposant d'atteler l'opposition à son char, Hassan II va tenter d'acquérir une certaine base sociale, dans la paysannerie et la moyenne petite-bourgeoisie. Cette politique se fera forcément contre la majorité, contre les ouvriers et les paysans sans terre; elle consiste en deux opérations principales :

- une opération de démagogie économique avec la récupération des terres et la « marocanisation » de certains secteurs;
- la récupération du Sahara occidental.

La «marocanisation» de certains secteurs : c'est en 1973 que le régime décide de «marocaniser» une partie des activités économiques, notamment les banques, principal maillon de la domination impérialiste. Opération démagogique, car justifiée par une sorte «d'anti-impérialisme» mystificateur. Le décret de «marocanisation» oblige les sociétés à avoir un capital détenu au moins à 50% par des Marocains.

Ce sont en fait les grandes familles de la bourgeoisie marocaine qui vont profiter des secteurs laissés par les colons.

Maintenues jusqu'en 1960 hors de l'appareil bancaire qui contrôle les secteurs économiques les plus importants, elles seront dès 1971 associées au capital bancaire étranger. Et ce sont elles qui seront immédiatement à la tête des sociétés «marocanisées».

Au bout de deux ans, la «marocanisation» a donc abouti à une double concentration :

- renforcement de l'assise économique des grandes familles marocaines;
- concentration du capital étranger le plus important et disparition d'une série de petites affaires, vestiges de la colonisation.

En fait, la classe dominante marocaine issue de l'Indépendance est constituée par un bloc oligarchique : propriétaires fonciers et bourgeoisie compradore, alliés à l'impérialisme, dont les intérêts, un temps entrés en collision avec ceux de la bourgeoisie dite «nationale», sont en passe d'être «homogénéisés». Incapable de rivaliser avec ce bloc oligarchie-impérialisme, la bourgeoisie industrielle «nationale» est obligée de s'effacer et de s'allier à eux sous peine de disparaître. C'est un des effets de la «marocanisation» dont la conséquence est peu à peu elle-même une nouvelle alliance entre le capital industriel «national» et le capital impérialiste, entrant en contradiction avec le secteur oligarchique, les gros propriétaires fonciers et les exportateurs.

### La question du Sahara :

L'organisation de la «marche verte» par Hassan II n'est pas comme il est dit officiellement, dirigée contre le «colonialisme espagnol», mais vise par contre à jouer sur les contradictions du régime franquiste agonisant. Elle est de fait une invasion du territoire du Sahara, et a une fonction interne vis-à-vis des masses populaires et de l'opposition nationaliste. Elle a aussi une fonction externe : tout en remettant en chantier un vieux projet de «grand Maroc», cher à l'Istiqlal, Hassan II tente de retrouver, par ce biais, une cer-

taine crédibilité «anti-colonialiste» dans le monde arabe et africain.

Parallèlement, c'est une réponse favorable aux appétits impérialiste dans la région, en même temps qu'à la crise sociale rampante qui déstabilise le régime. Par la «marche verte», le régime escompte reconquérir une base sociale et politique et parvient d'autre part à compromettre l'opposition légale dans une union sacrée, et à dévoyer le mécontentement populaire sur la base de cette orientation chauvine de la «marocanité» du Sahara. Cependant, la réquisition et l'emprunt forcés, ajoutés aux risques pris par les combats contre le Front Polisario, n'ont pas obtenu, au retour de la «marche verte», l'adhésion la plus totale des masses populaires.

Hassan II doit enfin, pour éviter une nouvelle crise, contenter les divers clans de l'armée. C'est ce qui explique encore aujourd'hui ses atermoiements, dénoncés par la Mauritanie comme par le Front Polisario. Pris en tenaille entre les «ultras», il doit aller jusqu'au bout, c'est-à-dire engager la guerre avec l'Algérie, prenant le risque de la perdre et de voir l'armée s'insurger en bloc contre sa politique de diversion et d'échec; s'il la gagnait il prendrait le risque de voir les différents clans militaires qu'il ne contrôle pas s'autonomiser vis-à-vis du pouvoir d'Etat et peut-être le ranger sur la touche de l'Histoire. En fait, il a choisi de ne pas faire la guerre, tenant compte aussi des conséquences graves que le climat de guerre larvée, avec son lot de démoralisation et de misère, entretient parmi les masses populaires. Et l'armée n'est plus, aujourd'hui, son unique soutien, en tout cas pas le plus sûr.

### LES ELECTIONS DE 1977 : UN TOURNANT DEMOCRATIQUE ?

La politique de Hassan II a toujours consisté, nous l'avons vu, dans le maniement de la répression et de la démagogie. Déjà en 1965 il écrasait l'insurrec-

tion dans la rue et proposait aussitôt une « ouverture à gauche » dans le seul but, en fait, de prendre des otages dans l'opposition et de consolider ainsi son pouvoir et celui des classes possédantes.

En 1977, le pouvoir propose l'organisation d'élections législatives et amène Bouabid (USFP) et Boucetta (IST) à participer au gouvernement, dans le but officiel de contrôler le déroulement « démocratique » de ces élections. Commission de contrôle sans pouvoir réel qui n'a pu empêcher les fraudes, et les divers coups de force portés par le pouvoir et la droite contre les candidats.

est une concession aux poussées de la base jeune et gauche. Le centre est représenté par la masse des militants, entraînés dans les méandres de la direction, suivistes et foncièrement réformistes. Cependant il importe de noter qu'aujourd'hui il n'existe pas dans l'USFP, au niveau de sa direction, de cadre d'opposition, de membres de la direction nationale susceptibles de dégager un courant capable de remettre en cause la politique de la direction.

Mais l'USFP, du fait de ses contradictions internes, représente toujours un certain danger aux yeux du roi, même si elle signifie - de par sa direction - la seule solution crédible pour le

Face au mécontentement croissant dû à la famine, au chômage, à la hausse des prix (12 à 20% en un an sur les produits de première consommation), aux morts de la guerre du Sahara, le roi est à même d'appeler l'« opposition » pour s'affronter aux mouvements des masses.

La servilité de l'USFP se mesure à sa volonté de se poser en « réaliste », à sa dénonciation des « exagérations » du régime, et aussi à la politique de division du mouvement ouvrier qu'elle mène. L'UNFP-USFP, avant comme après l'assassinat de Ben Barka, s'est toujours comportée avec le Palais en interlocuteur valable et, ce faisant, comme un « vassal » de « sa majesté ». Sous un langage moderniste, elle n'a pas d'autre politique à proposer aujourd'hui.

Quant au PPS, le PC marocain d'Ali Yata, empêtré dans ses contradictions - qui n'en sont plus pour lui - de la politique national-chauvine sur la question du Sahara occidental, liée elle-même à la défense du trône, et les relations avec les partis frères, français ou soviétique, qui affirment l'autodétermination du peuple sahraoui et reconnaissent le Front Polisario, il ne prend pas plus d'initiative politique que l'USFP. Très faible, de par la période de clandestinité et de par son programme « ouvert » à la monarchie depuis des années, il ne propose comme issue vers une nécessaire « étape démocratique » que le soutien inconditionnel aux initiatives de « libéralisation » du monarque. Il est pratiquement coupé de tous les mouvements sociaux importants, notamment dans la classe ouvrière.

### RESULTATS DES ELECTIONS (en nombre de sièges)

Indépendants	Istiqlal	MP	USFP	PPS
81	45	29	16	1

Ce résultat donne une idée du processus de « libéralisation » du régime organisé par le Palais, et le roi qui se proclame « contre la dictature et le parti unique ». Ce ravalement de façade est aussi à replacer par rapport à la volonté de l'impérialisme (US principalement) de remplacer la dictature de fer par la dictature au gant de velours.

L'opposition légale se subdivise à nouveau, puisque la participation de l'Istiqlal au gouvernement laisse seuls le PPS et l'USFP dans l'« opposition ».

### LA POLITIQUE DE L'OPPOSITION

On peut actuellement découper l'USFP en trois courants plus ou moins formalisés. Trois courants dont l'un (Basri) se situe à la gauche du point de vue de son influence et surtout à l'extérieur (OR). La droite collaborationniste, représentée par Bouabid, prête à s'associer au pouvoir, à mater les luttes ouvrières et paysannes et dont l'actuelle campagne pour la liberté d'expression et la libération des prisonniers politiques

roi, capable de mystifier les grandes masses, de récupérer dans son programme et ses traditions populistes le mécontentement de la jeunesse, des masses rurales paupérisées, du prolétariat industriel et d'une partie de la petite et moyenne bourgeoisie (cadres, commerçants, intelligentsia).

Le report depuis un an du troisième congrès de l'USFP à décembre 1978 est l'indice d'un profond mouvement de radicalisation des masses ouvrières et de la jeunesse que le « parti » a du mal à endiguer par le seul canal chauvin de la défense du Sahara et de l'intégrité territoriale, ou contre la corruption du régime.

L'appel à peine voilé de Hassan II à Bouabid en avril 1978 pour qu'il prenne ses responsabilités en participant au gouvernement, le refus embarrassé de ce dernier, au nom de l'exigence d'un cabinet de guerre, ne peuvent pas masquer la volonté à court terme de l'USFP de partager les miettes royales.

### LA POLITIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

La question syndicale occupe une place importante au Maroc. Il convient dans ce cadre de ne pas oublier que l'itinéraire de l'UMT, créée en 1955 à partir d'un investissement de la CGT marocaine par les nationalistes du Parti de l'Istiqlal, est loin

d'être sans failles. En effet, syndicat officiel après l'Indépendance formelle de 1956, l'Union marocaine du travail a longtemps et régulièrement joué le jeu de la pause sociale, laissant la classe ouvrière sans direction de lutte, tant en 1960 lorsque l'«opposition» fut exclue du pouvoir, qu'en 1965 lorsque les masses populaires, les sans-travail, la jeunesse étudiante et lycéenne envahirent les rues et les quartiers et s'affrontèrent brutalement au pouvoir, à sa police, à son armée. L'UMT - sa direction - ne participa pas au mouvement montant de 1965, et conseilla au contraire à la classe ouvrière qu'elle influençait d'attendre patiemment le moment propice pour se jeter dans la lutte. La direction de l'UMT a largement permis au régime de se restabiliser, d'établir l'Etat d'exception, etc.

Après la scission de l'UNFP qui allait déposséder la nouvelle-née USFP - en 1974 - du contrôle de la confédération syndicale, le syndicalisme intégrationniste des Majoum, Ben Seddik et Ibrahim allait s'accélérer jusqu'à la paralysie totale de la centrale. C'est cette paralysie qui fut propice à la construction et au renforcement de l'UGTM, à l'instigation de l'Is-tiqal.

Depuis 1965, la radicalisation de la classe ouvrière a suivi son chemin et a abouti, dans une série de secteurs et de sections syndicales, soit à des débordements, soit à des remises en cause de la structure syndicale, soit à des départs du syndicat UMT. C'est sur ce mouvement de méfiance vis-à-vis de la bureaucratie traître de l'UMT et de sa politique de collaboration directe que s'est appuyée l'USFP pour engager une série de scissions d'inégale importance. Dès 1968, ce fut le Syndicat national de l'enseignement et depuis 1977, les scissions se multiplient chez les travailleurs du phosphate, du thé et du sucre, des PTT, de l'ONCF (Office national des chemins de fer), puis ce fut l'énergie et la santé. Ces syndicats, dirigés par des militants de l'USFP, se séparent

de l'UMT, car ils jugent impossible le travail à l'intérieur des syndicats UMT, tout en entendant - formellement du moins - les réintégrer lorsque leur direction aura changé.

#### LA REPRESSION CONTRE LES MILITANTS «MARXISTES-LENINISTES»

Cette «ouverture» traditionnelle du Palais vis-à-vis de l'opposition, qui a abouti en vingt ans à la participation au pouvoir de tous les partis, se double d'une autre politique, tout aussi régulière : la répression féroce contre les véritables opposants. Il en fut ainsi des militants du PLS (PPS dans la clandestinité), mais surtout de la gauche de l'USFP (Omar Benjelloun), des sous-officiers ayant «trempé» dans les attentats de 1971 et 1972 qui croupissent en prison, et surtout des militants frontistes : Serfaty, le poète et militant révolutionnaire Laabi, le militant d'Option révolutionnaire (basriste) El Manouzi, «disparu» en 1972, enfermé depuis; de même que Zeroual, mort sous la torture (sans oublier le plus connu, assassiné avec l'aide des services secrets français : Ben Barka).

Il en est ainsi de centaines de militants se réclamant du marxisme-léninisme, des procès de 1973, du procès des 138 de janvier 1977, d'un autre procès, dont l'instruction n'est pas encore ouverte, de 106 militants suspects de leurs sympathies pour la cause sahraouie.

Procès où la défense est muselée, emprisonnements, tortures, isolements dans des conditions intolérables ont suscité des grèves de la faim (dont l'une a mené Saida Mehnebi à la mort) depuis deux ans. Telle est la monnaie d'échange de la «libéralisation» de Hassan II; ne pas les défendre, ni politiquement ni «humainement», telle est l'obole que l'«opposition» parlementaire officielle de «sa majesté» accepte de donner à son souverain.

#### UNE POLITIQUE TOUT ENTIERE DIRIGEE CONTRE LES MASSES POPULAIRES

Lors de son discours du 20 juin 1978, Hassan II a annoncé la fin du plan quinquennal et la

mise en route du «plan» triennal d'urgence, pour faire face à la crise, dont les principaux éléments concrets ne sont toujours pas connus, si ce n'est la baisse de 20 % des importations, le renforcement du contrôle des changes... autant de mesures cyniquement esquivées sans problème pas les investisseurs étrangers et leurs mandataires marocains. En fait, Hassan II a lancé un appel à l'austérité, tout en se donnant sur le champ les moyens de l'appliquer contre les masses marocaines : hausse des tarifs publics, des prix des denrées de première nécessité, des loyers. Ce plan rencontrait des difficultés réelles dans une série de grands travaux (barrages, sucreries) ou dans des secteurs internationalement touchés (pétrochimie, sidérurgie); d'où le développement du chômage, la pratique régulière des licenciements, le non-emploi des jeunes déversés sur le marché du travail.

C'est là la conséquence de la politique de dépendance décrite plus haut : paupérisation absolue de la population, exode rural (20 % de la population urbaine vit dans les bidonvilles - essentiellement à Casablanca - où le chômage voisine avec la famine et la maladie).

La cause de tout cela tient principalement à la guerre que mène l'armée royale au Sud, à l'enrôlement forcé des jeunes chômeurs dans les villes et les villages. Ce qui ne va pas sans poser de questions aux populations, lors du retour de l'un des leurs, ou de son non-retour, mort pour sauvegarder le trône pourri. Enrôlement aussi dans les nouveaux services dits «auxiliaires» de la police de jeunes désœuvrés, de bagarreurs, auxquels on assigne la charge de lutter contre la criminalité, les viols, la prostitution qui bat son plein, l'alcoolisme, de même que le «mauvais esprit patriotique».

«L'enquête de consommation» réalisée en 1970-1971 par le Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, révèle que de 1960 à 1971, la part de consommation revenant aux 10 % des ménages les plus riches (soit

Pour effectuer le maximum de manœuvres de diversion idéologique, il fallait obtenir un soutien matériel. Pendant le séjour de l'ingénieur Petr à Berlin Ouest, Moneta promit de livrer une machine d'imprimerie Rotaprint en Tchécoslovaquie. Accidentellement, à la soi-disant Université libre berlinoise se trouvait une telle machine. Il est remarquable de voir à quelle vitesse cette machine a disparu - même la police était incapable d'expliquer le lieu où cette machine avait été transportée. Peu après, elle fit son apparition en Tchécoslovaquie. Petr avait obtenu ce dont il avait besoin. Les actions se suivaient : tracts, déclarations, textes insultant le socialisme et la normalisation chez nous. Les dirigeants de la IVe Internationale avaient donc «réussi». Mais les agents de la CIA, figurant parmi les membres du Comité de la IVe Internationale n'étaient toujours pas satisfaits. Ils demandaient que l'organisation collecte aussi des renseignements. L'ingénieur Petr, guidé dans cette voie par sa haine aveugle du socialisme (et, d'après quelques membres du groupe, Petr Uhl avait aussi comme motivation importante le désir de s'affirmer) satisfaisait tous les vœux de ses dirigeants. Le contenu essentiel de ses rapports étaient des analyses politiques de la situation en Tchécoslovaquie, et des renseignements détournés provenant soi-disant de bonnes sources. C'était des calomnies et des mensonges - tout le contraire de la vérité - mais en fait, l'ingénieur Petr y exprimait ses souhaits. «La consolidation ne marche pas», tel était le leitmotiv de ses rapports. Et la centrale lançait les ordres suivants : «Organisez des actions violentes directement contre le gouvernement !», «créez des groupes illégaux capables d'actions armées !», «Préparez un projet d'action terroriste pour attaquer l'ordre public !» Et ce fut durant la visite de Peter Bischoff en Tchécoslovaquie que ces projets furent concrétisés. L'ingénieur Petr était d'accord pour organiser de telles actions. Mais, étant très prudent, il confia l'exécution proprement dite à quelqu'un d'autre.

Au cours de l'année 1970, la morosité régnait au secrétariat de la IVe Internationale à Paris. En dépit de l'optimisme des années précédentes, la situation au sein du mouvement trotskyste était jugée ainsi par Pierre Frank, secrétaire dudit secrétariat : «La présence des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie met pour longtemps fin aux espoirs que nous avons investis non seulement en Tchécoslovaquie, mais en Europe de l'Est tout entière». Ces mots pourraient être qualifiés de paroles de prophète.

Les événements en Tchécoslovaquie en 1968 ont joué un rôle important dans les plans du Comité exécutif de la IVe Internationale. En cas de victoire du soi-disant Printemps de Prague, l'Internationale trotskyste était décidée à s'en servir pour réaliser ses projets. Dans les projets trotskystes (et autres centres idéologiques travaillant contre les pays de la communauté socialiste), la Tchécoslovaquie aurait dû devenir la plaque tournante des activités hostiles à l'URSS. Ernest Mandel, l'idéologue principal et membre du secrétariat de la IVe Internationale, adressa aux admirateurs du trotskysme le discours suivant : «Ces derniers temps, Prague devient une des villes les plus importantes de l'Europe. C'est ici que se décide l'avenir du mouvement ouvrier international, et le sort du développement prochain de l'idéologie trotskyste en Europe centrale. Il faut se rendre compte qu'en soutenant le mouvement radical, spécialement celui des étudiants, nous pouvons atteindre des succès importants de la propagation de l'idéologie trotskyste.»

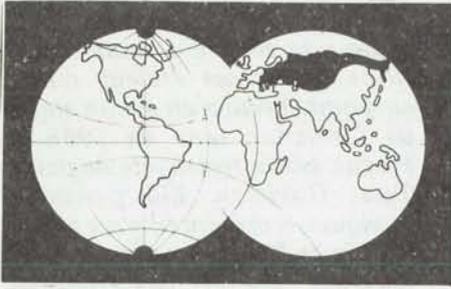
Pierre Frank, lui aussi, était satisfait de la situation en Tchécoslovaquie. D'après son message, transmis par les membres de la IVe Internationale visitant la Tchécoslovaquie, il fallait surtout coordonner les méthodes de pression dans le domaine idéologique et économique. A son avis, il fallait employer les méthodes légales aussi bien

qu'illégalles. Sans aucun scrupule de la part des organisateurs, toute une série d'actions terroristes sournoises étaient mises au point. Preuve en est un stage de formation tenu en 1968 à Prague par la trotskyste anglaise Tessa Golderen. Elle persuada quelques représentants du trotskysme en Tchécoslovaquie de la nécessité de créer des groupuscules armés, composés d'étudiants et d'ouvriers «révolutionnaires». Ces groupuscules devaient, en cas de danger, lutter pour la défense du soi-disant socialisme à visage humain. Des documents prouvent que ces groupes ont réellement existé et qu'ils ont été utilisés.

Quant aux activités hostiles aux pays socialistes, la IVe Internationale n'a fait que suivre une longue tradition. Le trotskysme a trouvé une place toute chaude au sein de l'intérêt manifesté par des masses de travailleurs à l'égard du marxisme, ayant malignement adopté dans son vocabulaire la notion de la révolution socialiste. C'est ainsi que ce courant pseudo-révolutionnaire a réussi à s'implanter presque partout dans le monde. Peter Bischoff, dirigeant trotskyste ayant plusieurs fois visité la Tchécoslovaquie, a déclaré en 1968, lors d'un de ses meetings de propagande : «... à l'heure actuelle, le trotskysme a des sections pratiquement partout dans le monde. Nos plus grands succès se situent en Amérique latine, et maintenant évidemment en Tchécoslovaquie.»

Depuis toujours, les trotskystes se sont efforcés de disperser le mouvement ouvrier international, mais ce n'est que depuis les années 50 qu'ils ont adopté ce visage anticommuniste bien défini.

Zbigniew Brzezinski, conseiller actuel du Président Carter et idéologue de l'impérialisme américain, a toujours propagé l'idée que tout moyen d'érosion du socialisme et du communisme est bon pour faire face au soi-disant danger communiste. Il n'est donc pas étonnant que les services américains accordent à la IVe Internationale une attention de plus en plus importante.



## Tchécoslovaquie

# Un nouveau «complot» trotskyste en Tchécoslovaquie

*La IVE Internationale subventionnée par la CIA;  
Pietr Uhl jetant des bombes dans les bus de Prague;  
Ernest Mandel organisant des kidnappings d'enfants...  
voilà quelques aspects de la production «idéologique» des bureaucrates  
normalisateurs...! L'odieux et le grotesque ne doivent pas faire  
diversion : la menace qui pèse sur Pietr Uhl est réelle.*

## Document

Nous publions ci-après la traduction d'un article paru dans le numéro 35 de *Signal* en date du 29.8.1978. *Signal* est un hebdomadaire paraissant en Tchécoslovaquie. Comme tel on peut certainement considérer ses articles comme reflétant le point de vue « officiel ».

C'est peu de dire que c'est un tissu de mensonges. Cet article de plus de trois mille mots ne contient littéralement aucun fait véritable, pour ne pas parler, bien entendu, des interprétations « politiques ». C'est un véritable morceau d'anthologie politicière de l'époque stalinienne à son apogée. Tout y est. Même la fine remarque puante l'antisémitisme : « Stanislas Boudine (de son vrai nom Benzion Bat) ».

On remarquera que pas une fois la source des « citations » n'est indiquée... et pour cause !

Nous publions dans *Inprecor* cet article - qui n'était certainement pas destiné à l'exportation - non seulement pour informer l'opinion publique

ouvrière du degré d'ignominie et de bêtise de la presse tchécoslovaque normalisée, mais surtout pour mettre en garde et mobiliser : derrière cet article, il y a la possibilité de monter un *remake* des procès Slansky. Accusations et accusateurs sont les mêmes; mais les accusés sont différents : « l'ingénieur Petr » (pourquoi diable n'écrivent-ils pas « l'ingénieur Petr Uhl » ? - Craignent-ils un procès en diffamation ?) n'est pas disposé à avouer et le contexte international est totalement différent : dans les pays capitalistes, aucun PC devant maintenir un minimum d'influence n'osera reprendre à son compte l'équation « trotskysme : terrorisme : CIA ». Que l'on se souvienne de l'attitude du PCF qui a dû défendre la Section française de la IVE Internationale accusée d'actes terroristes par le gouvernement français, et dissoute en juin 1973. Mais il faut exiger davantage : que les organisations du mouvement ouvrier et singulièrement celles qui se réclament de « l'eurocommunisme » déclarent à l'avance qu'elles n'accepteront pas la réédition des procès truqués.

● La vague de terrorisme et le développement du radicalisme dans les pays occidentaux ont engendré l'apparition de groupes et d'organisations, à l'exemple des tristement célèbres Brigades Rouges et des groupuscules néo-fascistes.

Les couches de la grande bourgeoisie qui veulent étouffer le mouvement révolutionnaire et les mouvements de masse progressistes pour la liberté et la démocratie, soutiennent ces groupes et leurs activités. C'est pour cette raison que ceux-ci se cachent derrière des noms d'organismes de gauche. Souvent c'est

la bourgeoisie elle-même qui organise ces groupes terroristes et les pourvoit financièrement.

La IVE Internationale en tant qu'organisme trotskyste orienté contre tous les mouvements progressistes du monde entier, s'aligne aux côtés des groupes mentionnés ci-dessus, recrutant ses sympathisants partout où elle peut. Ernest Mandel, membre du secrétariat et l'idéologue en pointe de l'Internationale trotskyste, déclare : « Le trotskysme en soi ne signifie pas grand-chose, mais à l'heure actuelle, au moment de la lutte des deux systèmes

socio-économiques, il a acquis un nouveau contenu et nous pouvons constater que les conditions sont créées pour que nous puissions fonder nos propres partis trotskystes pour remplacer les groupes illégaux de jadis ».

Cette estimation de la situation a trouvé un large écho parmi les jeunes trotskystes de l'Europe entière. Leur langage et leur penchant vers l'anarchisme ne leur ont jamais permis de devenir membres d'un vrai parti politique.

Un tel groupe de citoyens est apparu en 1968, même en Tchécoslovaquie. Influencés

par l'idéologie trotskyste, ces individus ont tenté de fonder un parti trotskyste à la française. La propagande du trotskysme proprement dit a commencé en Tchécoslovaquie dès 1965, quand la revue *Plamen* (Flamme) consacra un article pour commémorer l'anniversaire de la naissance de Jean-Paul Sartre. Le trotskysme trouva des défenseurs et des propagandistes en de tels personnages qu'étaient à l'époque Eduard Goldstücher, Evzen Löbl, Stanislav Budin (de son vrai nom Benzion Bat), Ladislav Mnacko, Ernest Fischer et Adolf Hoffmeister. Tous ces individus recevaient de fréquentes visites des militants étrangers de l'Internationale trotskyste, venant chez nous discuter des problèmes de la propagation du trotskysme en Tchécoslovaquie, et transmettre des matériels de propagande trotskyste. Parmi ces « visiteurs », citons par exemple Alain Krivine, membre du secrétariat de la IVe Internationale, Viola Christianne Pahl, Jakob Moneta, Ernest Mandel, Sybille Plosstedt et autres.

Ces trotskystes participaient à l'organisation de meetings et de manifestations tels que nous les avons connus dans les années 68-69. Alain Krivine et ses amis tchèques ont profité du meeting des étudiants à Slovansky dum pour y distribuer des tracts incitant à la haine contre le PCT et le socialisme. Ces tracts ont été imprimés en France dans les imprimeries de la IVe Internationale. De plus, Krivine et ses collabos distribuaient des brochures de propagande trotskyste et d'autres imprimés importés de l'étranger. Après ce meeting, Krivine déclara : « Je suis très content. Je n'aurais même pas rêvé de pouvoir trouver des étudiants aussi actifs en Tchécoslovaquie. Mais je suis surpris par l'anticommunisme ardent manifesté par ces étudiants. »

Evidemment, on ne peut guère s'attendre à des sympathies envers le PCT et la construction du socialisme de la

part d'un membre du secrétariat de la IVe Internationale. Mais son estimation du climat à Slovansky dum est singulière. C'était justement ce groupe d'étudiants et de jeunes qui ont soutenu Krivine, et qui entreprit de fonder, avec son concours et celui de Jakob Moneta, une fraction correspondant à l'idéologie trotskyste. Pour assurer le niveau idéologique et la préparation des membres, les représentants du trotskysme ont organisé des sortes de stages et de réunions, comme par exemple en 1969 à Paris, auxquels les dirigeants trotskystes de chez nous participèrent. C'est là que furent définis les buts et les méthodes du trotskysme, ainsi que la structure de l'organisation. Plus tard, un autre stage eut lieu à Berlin Ouest, où furent analysés les méthodes de travail du groupe tchécoslovaque, et le réseau de contacts à l'étranger. A cette dernière réunion, ont non seulement participé les dirigeants, mais aussi un certain nombre de militants de base.

Le principal dirigeant du trotskysme en Tchécoslovaquie devint l'ingénieur Petr, qui avait créé, avec un groupe d'étudiants, un soi-disant parti

trotskyste. Comme l'a déclaré plus tard un des militants, leur tâche principale était de freiner le processus de consolidation en Tchécoslovaquie après avril 1969.

« On nous a dit qu'il fallait rendre impossible la consolidation chez nous. Notre méthode de travail était d'influencer les masses, de distribuer les tracts, et plus tard même les actions violentes pour liquider le socialisme chez nous. L'ingénieur Petr se doutait que nous n'allions pas réussir sur le plan idéologique. Aussi, il fallait se préparer à des actions violentes et à des sabotages. Nous étions à chaque moment conscients de notre but : un putsch politique. »

La position de ce mouvement devint de plus en plus hostile envers l'Etat, ne se limitant pas aux graffitis et aux grèves des étudiants. Quelques membres de l'organisation ont décidé de déclencher des actions plus radicales. Dans ces intentions, ils furent soutenus par Jakob Moneta, dirigeant de la section allemande de l'Internationale trotskyste, qui était en contact permanent avec l'ingénieur Petr.



environ 1627640 personnes) est passée de 25 à 37 %, alors que dans le même laps de temps, celle des 10 % les plus pauvres a régressé de 3,3 % à 1,2 %. En 1971, la consommation dans les centres urbains est 2,3 fois plus élevée que la consommation rurale. Tout cela n'a fait qu'empirer au cours des cinq dernières années.

Au niveau de l'emploi, selon les chiffres officiels du Plan 1973-1977, le nombre des chômeurs est passé de 300000 à 550000 en 1977, soit 11 % de la population active. En fait, selon A. Baroudi, on aboutit aux chiffres suivants : 40 % seulement de la population en âge de travailler ont un travail régulier, ce qui fait que l'on a, sur une population de 18 millions au total et 5,6 millions en âge de travailler, une personne en moyenne faisant vivre - dans les conditions que l'on sait - sept à huit autres. En réalité, il y a plus d'un million et demi de chômeurs, jeunes ruraux fraîchement débarqués dans les bidonvilles, ou entassés dans les deux pièces (parfois une seule) de la «famille», au centre de la ville (avec des loyers de l'ordre de 700 FF ou 800 FF par mois, soit près de trois fois le SMIC); sans parler des milliers de femmes, écartées de tous les emplois autres que celui de bonne dans les foyers modestes ou somptueux, et qui sont condamnées à rester au foyer, à la maternité et à l'élevage des enfants ainsi qu'aux tâches ménagères.

Loin d'être défaites, les classes laborieuses se battent, dans le Gharb en refusant l'appropriation des terres par un gros propriétaire foncier, dans les propriétés du roi lui-même par la grève, dans les usines enfin : la grève des phosphatiers de Kourigba au printemps, celle des cantonniers refusant le rattachement auquel ils sont soumis par les flics (et, dans une série de petites entreprises de la métallurgie, celle des ouvriers pour leurs salaires, pour les conditions de travail, pour la réintégration d'un de leurs camarades licencié pour fait de grève ou activité syndicale), dans l'ensei-

gnement aussi, par la lutte pour les salaires et les créations de postes. Même dispersées, ces luttes annoncent la recomposition en profondeur de la combativité de la classe ouvrière marocaine et de ses alliés.

Dans absolument tous les secteurs de la production, le nombre de grèves de l'industrie, de l'agriculture, du commerce ou de l'enseignement dépasse la centaine en 1977, et en approche pour le premier semestre 1978.

C'est sur la base de ce mouvement en profondeur, dont les indices sont par certains côtés semblables à ceux de la période qui précéda le mouvement de mars 1965, contre la politique de division des appareils de l'UMT, de l'USFP et de l'UGT, face au jeu bonapartiste du monarque pour se recomposer une base politique et sociale, créer des «couches tampons» qu'il s'agit de mettre en avant des axes de bataille précis permettant de dévoiler la face cachée de ces «ouvertures démocratiques» et la volonté des dirigeants «oppositionnels» de collaborer ouvertement à la stabilisation dans le pays.

Le régime aujourd'hui est dans une impasse totale, tant au plan économique que politique et diplomatique. Tout confine à l'empêcher d'appliquer sa politique et de trouver des alliances autres que celle de sa classe et de l'impérialisme.

Les revendications des masses se heurtent directement au refus des patrons contraints par l'austérité, et à l'incapacité du pouvoir d'opérer quelque redressement substantiel que ce soit de sa politique économique et sociale sans le faire payer encore plus lourdement aux classes laborieuses. La misère, le chômage, la décomposition de la société posent de plein pied des questions vitales pour la population, tant urbaine que rurale : celles des hausses de salaires, des prestations sociales, du droit à la santé, et à la santé gratuite, celle de la lutte pour l'expropriation des trusts impérialistes... et celle de la création

de milliers d'emplois pour les chômeurs, les jeunes, les femmes.

Il faut mener cette bataille au niveau des syndicats, des sections syndicales, car on assiste au développement de luttes spontanées ou «sauvages» dans une série de secteurs, luttes qui entrent en contradiction avec la politique de la bureaucratie syndicale de l'UMT, de l'UGTM ou des syndicats liés à l'USFP. Il faut combattre cette politique et orienter le mouvement réel vers l'indépendance syndicale vis-à-vis de l'Etat, vers l'unité contre le régime, et contre la bourgeoisie.

## LA QUESTION AGRAIRE

Tout en tenant compte du fait que la forte proportion de population active rurale, elle-même liée au retard de l'industrialisation, empêche toute répartition de la terre à l'ensemble des foyers, nous devons faire de cette question une question centrale. La bourgeoisie est incapable de régler les problèmes qui se posent. Une alliance du prolétariat, de la paysannerie pauvre et sans terre et du semi-prolétariat des grandes villes doit les prendre en charge : aucun gouvernement défendant les rapports de production capitalistes, l'oligarchie foncière et les intérêts de l'impérialisme ne peut entreprendre - et c'est le cas dans les pays coloniaux - une réelle réforme agraire consistant à exproprier les grands propriétaires fonciers et à remettre la terre à la paysannerie pauvre, tout en lançant une politique hardie d'industrialisation, d'expropriation de tous les trusts et entreprises d'envergure nationale et internationale, sans indemnité ni rachat et sous contrôle ouvrier.

## NOTES

1) Voir le livre très documenté d'Elsa Assidon qui vient de sortir chez Maspero : «Sahara occidental, un enjeu pour le nord-ouest africain» - sur lequel nous reviendrons.

2) Le gouvernement UNFP dirigé par A. Ibrahim a été renvoyé en 1960 et avec lui ses projets de réformes et d'industrialisation.

Les positions pseudo-révolutionnaires, le vocabulaire gauchiste pompeux, les penchants à l'anarchisme et la coquetterie avec le maoïsme sont pour la CIA des éléments très importants pour la divulgation de ses principes dans les pays socialistes.

A propos des événements de Mai 68 en France, où la jeunesse de gauche a dépassé les objectifs préalablement fixés par ses «dirigeants», Pierre Frank, que nous avons déjà cité, déclara : «Notre activité est telle que nous n'avons jamais attiré l'attention des services français de contre-espionnage. Jamais un membre du Comité de la IVe Internationale n'a été persécuté.» Cette déclaration était un signe pour que tous les membres du Comité exécutif prennent des distances avec les actions radicales. Un mérite particulier revient, en ce qui concerne cette attitude, aux trotskystes américains (évidemment présents au secrétariat de la IVe Internationale). Comment ces gens (tous agents de la CIA) pourraient-ils admettre que les actions trotskystes contre l'Est perdent de leur intensité ?

Le dirigeant de l'union de la jeunesse universitaire à la Sorbonne, Heller (citoyen des USA), avait déclaré : «L'obstacle principal des activités de la IVe Internationale contre les bureaucraties à l'Est est la dispersion des trotskystes. Notre devoir est d'unir les trotskystes du monde entier dans la lutte contre les bureaucraties à l'Est et d'installer des gouvernements ouvriers autogestionnaires dans ces pays soumis à l'esclavage.» Ce dirigeant avait préalablement préparé le terrain pour voir se réaliser ses projets mégalomaniques. Il finance les activités de la IVe Internationale par des dollars américains. Où un étudiant peut-il trouver de telles sommes d'argent à donner aux trotskystes ? Et il n'est pas le seul, la IVe Internationale reçoit de l'argent de la part de nombreux citoyens américains vivant en France, comme par exemple du partisan trotskyste notoire, Posadas (citoyen des USA).

L'intérêt manifesté par la CIA à l'égard de l'Europe de l'Est remonte à une longue tradition; depuis les années 50 il ne cesse de croître. Au cours de ces dix dernières années, des dizaines de membres de la IVe Internationale se sont rendus en Tchécoslovaquie (légalement ou pas). Ils agissaient pour les intérêts de la CIA : tenter de créer un mouvement trotskyste. Un des membres du secrétariat de la IVe Internationale les plus connus à l'heure actuelle, Simon Baruch, lors de sa visite de la Tchécoslovaquie en 1977, a contacté plusieurs représentants du soi-disant Printemps de Prague et a tenté d'éveiller chez eux un intérêt pour le soutien aux trotskystes et la propagation de l'idéologie trotskyste en Tchécoslovaquie. Ses tentatives étaient conditionnées par les idées de la IVe Internationale : dans de nouvelles conditions, les trotskystes ne doivent pas seulement participer au mouvement pour les «Droits de l'Homme». Baruch a dit à certains de ces «militants» :

«La lutte pour le respect des droits de l'homme en Tchécoslovaquie est évidemment importante, mais l'essentiel du travail des trotskystes est de pousser les problèmes jusqu'à la limite du supportable. Des revendications impossibles, des pressions contre le gouvernement, etc., c'est la voie des trotskystes en Tchécoslovaquie.»

Ses paroles ne sont pas restées sans écho. N'oublions pas qu'il s'agissait d'un des dirigeants de l'Internationale trotskyste ! Ces mots furent approuvés par un groupe dont la raison de vivre est la lutte contre le socialisme. L'un d'entre eux, l'ingénieur Petr, dont nous avons déjà parlé, dit de lui-même : «Je n'aime pas que quelqu'un me dise que je suis simplement un trotskyste. Ce n'est pas vrai. Je suis un marxiste-révolutionnaire. Je suis un révolutionnaire professionnel.» Ce sont de telles personnes dont l'Internationale trotskyste et ses mécènes de la CIA ont besoin.

«La prison est la nécessité vitale pour chaque révolutionnaire», déclara Georges Dobbelier, membre du secrétariat de la IVe Internationale il y a longtemps, lorsqu'il préparait les conditions pour la création des cellules trotskystes en Tchécoslovaquie. Ces paroles signifiaient-elles que Dobbelier savait très bien où doit finir chaque violeur de la légalité de sa patrie socialiste ? Ou bien représentaient-elles l'effort de poser d'avance une auréole de martyr sur les têtes des mal-fauteurs antisocialistes et anti-étatiques ? A la même occasion, il parla aussi du terrorisme, de la violence et surtout de la nécessité de liquider le socialisme.

Le trotskysme d'aujourd'hui, celui de Simon Baruch et d'autres représentants de la IVe Internationale, a changé de vocabulaire. Mais les méthodes sont restées inchangées. Jakob Moneta, dirigeant de la section ouest-allemande de la IVe Internationale et visiteur régulier de la Tchécoslovaquie, s'adressa à ses fidèles en 1972 : «La situation est changée. Les trotskystes doivent accepter ce changement, sinon c'est la défaite. Il est nécessaire que les trotskystes s'unissent avec d'autres groupes frappés par les événements d'août 68 : qu'ils agissent ensemble avec eux. A l'heure actuelle, c'est la seule issue.» Par cette déclaration, la IVe Internationale a rejoint les rangs des organisations anticommunistes, dont les buts sont des putschs, des révoltes et le chaos. Du même coup, cet énoncé sous-entendait que les trotskystes allaient conserver leurs propres méthodes de manipulation des masses. Dans une certaine mesure, ils ont pris des distances par rapport aux naufragés de l'année 1968; ils ne veulent pas coopérer avec ceux dont la défaite est évidente. Là aussi, il faut voir leur politique, insidieuse et astucieuse et pour cela infiniment dangereuse. D'autre part il faut constater que leur recherche de partisans du mouvement trotskyste en Tchécoslovaquie est - mis à part quelques indi-

vidus - sans succès. Des méthodes telles que la terreur, la violence, l'insécurité sur le plan social sont étrangères à la plupart de nos concitoyens aussi bien qu'aux gens progressistes du monde entier. C'est pour cette raison que le trotskysme a toujours eu du mal à survivre, et que cela continue.

Conséquemment aux actions terroristes à l'Ouest, l'opinion publique internationale s'est mise à critiquer les régimes bourgeois.

Mais l'imitation des actions terroristes et du mode de vie occidental sont des phénomènes extrêmement marginaux dans notre société. Les «modes d'emploi» de telles activités viennent chez nous de l'extérieur, par l'intermédiaire d'étrangers divers et parfois aussi de nos citoyens.

Voici peu de temps, les organes de la sécurité tchécoslovaques étudiaient le cas d'un groupe d'individus - des récidivistes criminels pour la plus grande majorité - dont l'activité était inspirée par certaines idées des représentants du soi-disant Printemps de Prague. Ces gens sont incapables d'accepter leur défaite même dix ans après. Quelques uns d'entre eux, durant leur séjour dans les établissements pénitentiaires où ils purgeaient des peines pour leurs activités contre l'Etat, tentaient d'inciter des criminels à des activités politiques, ceci dans l'intention de soutenir le soi-disant socialisme à visage humain.

Toute l'affaire a commencé en 1972. Quelques récidivistes expérimentés ont décidé de fonder, au cours de leur détention, un organisme préparant des actions terroristes contre le régime socialiste. La base idéologique reposait sur des principes droitiers notoires des années 68-69. Certains des détenus, ceux pour qui la contre-révolution était le credo, ont affiné ces principes : les méthodes devraient être plus violentes, plus cohérentes que les anciennes méthodes politico-économiques. La raison d'être de ce groupe aurait dû être

l'activité terroriste contre tous ceux qui se sacrifient en construisant le socialisme. Le groupe s'appelait «les Vengeurs». Mais aucun d'entre eux ne savait de quoi il voulait se venger. Ils n'étaient même pas capables de l'expliquer. Ils ont inventé toute une gamme d'actions diverses pour manifester leur mécontentement et leur refus de la construction du socialisme.

Un détail très intéressant : Vlasak, un des condamnés, a déclaré que tout le groupe se préparait minutieusement à ses activités, sur le plan idéologique et politique. Ils «évaluaient» quotidiennement la situation politique, et considéraient les possibilités d'organiser des actions de pression contre le gouvernement tchécoslovaque. «Nous ne voulions pas en rester aux menaces; nous étions décidés à réaliser ces menaces». Une des méthodes projetées était le kidnapping d'enfants. D'après l'ingénieur Petr, leader spirituel et idéologue principal du groupe (tout en se tenant un peu à l'écart), ces horribles projets devaient être employés pour terroriser les représentants de l'Etat. Cependant, les expressions utilisées lors des formulations de ces projets trahissent leur auteur. Un criminel sans éducation aurait sûrement du mal à se servir de telles expressions. Et c'est ici que l'«investissement» de Petr est démontré. La récompense pour les travaux sales des «Vengeurs» : des postes privilégiés dans l'administration de la future république - évidemment après la liquidation du socialisme en Tchécoslovaquie.

Les membres du groupe, ainsi motivés et soutenus, développaient une activité très intense. Après leur sortie de prison, ils ont décidé de se procurer les moyens nécessaires aux actions terroristes projetées. Ils ont mis au point, jusqu'au moindre détail, une attaque contre le dépôt d'armes des Milices populaires. L'attaque a échoué, mais malgré tout ils sont parvenus à récupérer quelques armes. A ce moment-là, Petr, entre-temps relâché, est

réapparu sur la scène. Il s'est mis à organiser les «Vengeurs» en cellules d'après le modèle des soi-disant Brigades rouges.

Mais les «Vengeurs» sont des criminels peu habitués à se plier aux ordres, ils ne se satisfont pas de ce qui est envisagé. Ils sont plus près de l'anarchie que d'une activité organisée. Ils veulent effectuer des actions terroristes pour leur propre compte. Petr n'était pas satisfait; il aurait voulu profiter de ces individus de façon plus efficace. Il essaya alors de politiser les «Vengeurs», il les poussa à des discussions politiques.

D'après Petr, la situation n'est pas encore mûre. D'abord il fallait créer des conditions objectives pour que les actions des «Vengeurs» puissent paraître ce que d'autres auraient commencé par d'autres moyens. Il leur inculqua : «La liquidation du socialisme en Tchécoslovaquie n'est pas réalisable du jour au lendemain. Cela peut même durer très longtemps.»

Petr jouissait du respect et de l'admiration du groupe entier, car : «Il sait ce qu'il dit, il a de bons renseignements, il a des réponses à toutes les questions.»

Au moment de projeter des actions ayant pour but d'agrandir le chaos au sein de la population et d'accroître les possibilités de pressions sur le gouvernement, un des «Vengeurs» commença à réaliser qu'une telle activité ne correspondait plus à ce qu'il avait imaginé. Faire dérailler un train, détourner un avion, lancer des grenades dans un bus rempli de voyageurs, c'était trop horrible même pour lui. Il commença à comprendre que les idéaux qui ont besoin d'un tel soutien pour vaincre ne sont probablement pas aussi positifs que Petr tâche de les présenter. Il est donc intéressant de voir de plus près le groupe de gens qui partageaient les idéaux de Petr, à plus forte raison si même un récidiviste criminel a, quant à lui, pris ses

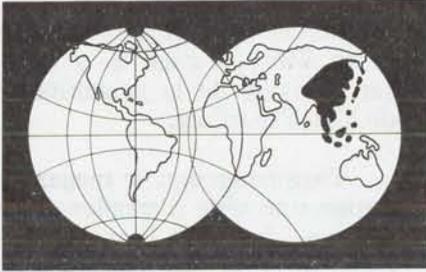
distances. Toutefois, on ne peut pas douter de ses qualités morales, comme en fait foi son casier judiciaire. Malgré ceci, cet individu à l'éducation frustrée et au tempérament agressif a compris que les actions envisagées par l'ingénieur Petr dépassaient de loin tout ce qu'il a pu commettre durant sa vie passée. Mais Petr, un homme à l'éducation universitaire, psychologiquement mûr et nullement atteint

par une maladie mentale, continue à planifier des actions violentes pour le soutien d'idéaux insensés. Il ne se gêne pas, dans ses calculs, pour sacrifier des vies humaines.

De même ses amis proches, souvent des gens soi-disant érudits et intelligents, n'hésiteraient pas à jongler avec des vies humaines - sauf, bien sûr, s'il s'agit de la leur propre, ce qui est également le cas de Petr.

Leur méthode est de placer les individus dans le jeu comme des pions sur un échiquier, de beaucoup parler, mais de laisser d'autres se salir les mains, et, naturellement, de retirer les marrons du feu au dernier acte.

Telle est leur image de la «liberté» et de la «démocratie», tel est leur rêve de «socialisme à visage humain».



## Chine

# L'heure de la «démaoïsation»

*Les luttes de fractions font rage au sommet de la direction chinoise. Le «révisionnisme» dénoncé hier semble gagner du terrain... au détriment de la pensée de Mao Tse-toung.*

Nous publions ci-dessous un article que nous avons reçu de Hong Kong sur l'évolution des luttes de fractions au sein de la bureaucratie chinoise et notamment sur la façon dont la presse pro-Teng Hsiao-ping dans la colonie britannique en fait état.

Depuis que cet article a été écrit par S. S. Wu, toute une série de nouveaux événements ont eu lieu, confirmant que nous sommes entrés dans une phase nouvelle des luttes fractionnelles en Chine.

Le «Petit livre Rouge» du Président Mao a été dénoncé dans la presse chinoise comme un recueil abêtissant de maximes coupées de leur contexte. Les «Ecoles du 7 mai», d'éducation par le travail manuel des cadres et des intellectuels, seraient fermées. Après la destitution de Wu Teh de son poste de chef de la municipalité de Pékin (il reste membre du Bureau politique), un hommage implicite mais clair a été rendu à Peng Cheng, maire de la capitale de 1951 à 1966 et l'un des principaux déçus de la Révolution culturelle avec Liu Shiao-chi. La municipalité de Pékin a par ailleurs complètement inversé le jugement qui avait été porté à l'époque sur les manifestations de la Place Tien An Men qui s'étaient déroulées le 5 avril 1976 en hommage au Premier ministre défunt, Chou En-lai. Le Comité de Pékin a en effet déclaré que «cette action des masses (...) était totalement révolu-

tionnaire. Tous ces camarades qui ont été persécutés pour avoir honoré la mémoire de Chou En-lai et s'être opposés à la 'bande des quatre' doivent être réhabilités».

La presse - notamment le *Quotidien du peuple* et *Clarté* - a invité les masses à «réviser les verdicts erronés» autrefois prononcés par «un certain dirigeant suprême» (à savoir Mao). La Révolution culturelle a été dénoncée et même parfois qualifiée de «dictature fasciste idéologique». Plusieurs des anciens dirigeants pro-Mao Tse-toung des Gardes rouges ont été condamnés à de lourds «châtiments» pour avoir, entre autres, «combattu le Parti».

Enfin, une brusque campagne d'affiches murales s'est déclenchée à Pékin, qui met cette fois nominalement en cause Mao Tse-toung. Le 19 novembre, une affichette lui reprochait de s'être laissé abuser par la «bande des quatre» et de s'être laissé aller à une pensée «métaphysique» à la fin de sa vie. Une autre affiche, collée le 20 novembre, s'est attaquée directement au Président du PCC, Hua Kuo-feng. Le 21 novembre, de nouveaux placards réclamaient, sur les murs de la capitale, le respect des «droits de l'homme». D'autres comparaient «le gouvernement réactionnaire» de 1976 en Chine à la «dictature fasciste et réactionnaire du Tsar Nicolas II».

Le 22 novembre, le ton des affiches murales s'était encore durci. Le peuple chinois était invité à «se lever et à se libérer de tous les carcans idéologiques». L'auteur d'une série d'affichettes demandait carrément : «Le président Mao a-t-il commis des erreurs, oui ou non ?», avant de répondre lui-même par l'affirmative à cette question. «Mais pourquoi, demande-t-il, faut-il que dès que les gens parlent des fautes de Mao, il leur tombe des chapeaux (étiquettes politiques) contre-révolutionnaires sur la tête ?». Il met à cette occasion explicitement en cause les liens qui unissaient Mao à la «bande des quatre». «Le Président Mao

est un homme, pas un dieu (...) Le moment est venu de lui donner sa place exacte. Ce sera seulement comme cela que l'on pourra protéger le marxisme-léninisme et la pensée de Mao».

Il est encore trop tôt pour connaître l'objectif immédiat de ceux qui ont suscité ou qui couvrent cette nouvelle offensive de critiques murales contre les anciens partisans de la fraction maoïste. Mais l'agence de presse japonaise Kyodo croit savoir que les dirigeants chinois se sont réunis le 10 novembre pour changer radicalement de ligne politique et «réévaluer» les enseignements de Mao Tse-toung.

Deux ans après la chute de la «bande des quatre», il devient de plus en plus évident que les désaccords s'approfondissent au sein de l'actuelle direction au sommet du Parti communiste chinois. Le contenu de la lutte de fractions apparaît au travers d'une série de débats et d'incidents publics.

#### L'INCIDENT DE «JEUNESSE CHINOISE»

Dans son premier numéro, mis en circulation le 20 octobre, le magazine *Dong Xiang* (Le courant), revue mensuelle maoïste semi-officielle publiée à Hong Kong, publie un article de son correspondant à Pékin qui révèle un incident significatif concernant la distribution de *Jeunesse chinoise*, organe de la Ligue des jeunes communistes, récemment reconstituée.

Après avoir cessé de paraître pendant douze ans, en raison de la désintégration de la LJC, emportée par l'assaut du mouvement des Gardes rouges lors de la Révolution culturelle, *Jeunesse chinoise* devait être de nouveau publié à partir du 11 septembre. Néanmoins, après la mise en circulation de 70 000 exemplaires ce jour-là, la distribution du magazine a été suspendue.

Le correspondant rapporte que les habitants de Pékin ont été si sensibles à cette suspension que, en réponse, des *dazibaos* (affiches à grands caractères) ont été posés dans les districts de Wang-fu-cheng et de Xi-dang. Au moment où le correspondant s'est précipité sur place, les *dazibaos* avaient

déjà été arrachés. Des témoins ont pu voir que ce *dazibao* avait été fait en recouvrant un article tiré de *Jeunesse chinoise* avec une inscription disant «En quoi ceci est-il contraire à la Constitution ?».

La distribution du magazine a repris après plus de dix jours de suspension. Le magazine de nouveau distribué est exactement le même que l'original, sauf quelques pages de supplément non reliées. Ce supplément est divisé en deux parties : l'une d'entre elles comporte une calligraphie de Hua Kuo-feng célébrant la reprise de la publication de *Jeunesse chinoise* et trois poèmes de Mao Tse-toung, alors que l'autre partie est composée d'une photo de Mao Tse-toung prise en 1957 et d'une autre photo le montrant en train de parler aux délégués, au moment où il assistait au troisième Congrès national de la LJC.

Le correspondant du *Dong Xiang*, dans son reportage, élabore avec franchise trois explications de l'incident. D'une part, bien que la couverture de *Jeunesse chinoise* montre une photo de Hua Kuo-feng au milieu d'un groupe de jeunes gens, la page arrière de la couverture reproduit deux photos de Chou En-lai à la fin de sa vie.

Deuxièmement, le magazine contient une série d'articles dont le but est de mettre fin à la «superstition moderne» mise au point par Lin Piao et la «bande des quatre». Bien plus, un article écrit par le commentateur spécial du magazine, qui équivaut normalement à l'éditorial, reprend également le même thème.

Selon le correspondant du *Dong Xiang*, il s'agit de s'opposer au culte de la personnalité de Mao Tse-toung.

Troisièmement, le magazine publie une série d'articles et de poèmes soutenant la manifestation de Tien An Men d'avril 1976, et la qualifiant de «lutte pour un idéal révolutionnaire».

Le correspondant du *Dong Xiang* laisse clairement entendre que Hua Kuo-feng fait partie de ceux qui veulent maintenir le culte de la personnalité de Mao Tse-toung. Il chercherait ainsi à faire bénéficier de cette «tradition» un certain nombre de dirigeants chinois actuels. Il serait aussi de ceux qui se refusent à reconnaître le caractère révolutionnaire de la manifestation de Tien An Men (en 1976, ce mouvement de protestation avait officiellement été qualifié «d'événement contre-révolutionnaire»). Visiblement, Teng Hsiao-ping défend résolument des positions contraires à celles de Hua sur ces questions.

C'est la première fois qu'un magazine maoïste (non publié par les agences officielles chinoises) s'attaque ouvertement à Hua Kuo-feng. Il est impensable que ce magazine ait choisi de publier un tel article sans que ses «relations chinoises» lui aient laissé entendre ou suggéré que les désaccords au sein de la direction chinoise prendraient un caractère semi-public, même si l'on prend en considération le fait qu'après la réapparition de

Teng Hsiao-ping l'année dernière, les magazines maoïstes publiés à Hong Kong ont généralement commencé à adopter un ton plus «libéral» par rapport aux événements se déroulant en Chine.

Si c'est le cas, le conflit entre Teng Hsiao-ping et Hua Kuo-feng a pris une nouvelle dimension, et des luttes de fractions ouvertes pourraient apparaître soudainement. En fait, avant cet incident, il s'est produit un certain nombre d'événements montrant l'existence de luttes de fractions ainsi que l'affaiblissement des positions de Hua Kuo-feng.

### LE DEBAT PHILOSOPHIQUE

A partir de mai 1978, presque toute la presse importante chinoise s'est lancée dans un débat philosophique vaste et animé, ce qui, bien sûr, signifie simplement une discussion dans laquelle le seul côté exprimé est l'opinion dominante.

Le 11 mai, le quotidien *Quang Ming* a publié un article intitulé «*La pratique est le seul critère de la vérité*», écrit par son commentateur spécial. Le thème principal de cet article est que le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Tse-toung doivent être mis à l'épreuve et vérifiés par la pratique sociale, car la théorie n'est pas indépendante, mais au contraire dépend de la pratique.

Cet article philosophique a créé des remous. Peu après, *Jiefangjun Bao* (le quotidien de l'Armée de libération) et *Renmin Ribao* (le quotidien du peuple) ont tous les deux repris cet article. Sa lecture - même superficielle et rapide - ne laisse aucun doute : par son ton, il met implicitement en question l'autorité jusque-là absolue de la pensée de Mao Tse-toung et la validité d'importantes mesures politiques décidées par le «dirigeant suprême» prétendument infaillible.

Trois semaines après, Teng Hsiao-ping a apporté son soutien total à l'article du *Quang*

*Ming* à l'occasion du discours qu'il a prononcé à la Conférence de travail politique de toute l'Armée, le 2 juin. A partir de ce moment-là, un certain nombre d'articles tournant autour du même sujet ont été publiés dans divers journaux et revues.

Mais ce n'est pas un débat limité aux philosophes et aux théoriciens. En juillet, c'est devenu un problème politique se posant aux bureaucrates au niveau des provinces. Le Premier secrétaire du Comité de la province du Kan-Su a été le premier à appuyer les idées lancées par cet article, suivi par les Premiers secrétaires des Comités de la province du Hei-Lung-Kiang, de la région du Hsin-Kiang, de la province de Ki-Lin, de la province du Liao-Ning, de la province du Chê-Kiang, de la province du Kuang-Hsi, de la province du Ho-Pei, de la province du Ch'ing-Hai, de la région de Mongolie intérieure, et par le Second secrétaire du Comité provincial du parti dans le Kuang-Tung. L'organisation de discussions et de conférences, et la publication d'articles sont les principales formes d'actions des bureaucrates au niveau des provinces.

Pour en revenir au contenu du débat, la base de la discussion est la réaffirmation du concept matérialiste de la relation entre la théorie et la pratique (ainsi que la réalité objective), disant que la première découle de la seconde, qu'elle est son reflet au niveau abstrait, et que, bien que la théorie elle-même jouisse d'un certain degré d'autonomie gouverné par sa logique interne, sa vérité peut et peut seulement être vérifiée par son application, qui est la pratique, dans la réalité matérielle.

Il découle de cette position que la pensée de Mao Tse-toung doit être mise à l'épreuve de la pratique. Bien que le débat ne se termine pas par une critique de la pensée de Mao Tse-toung, il montre de façon frappante que l'idéologie d'Etat jusque-là intouchable ne doit plus être considérée comme la «vérité

absolue», comme le faisaient Lin Piao et la «bande des quatre».

Les déclarations contre le culte de la personnalité de Mao, autre invention criminelle de Lin Piao et de la «bande des quatre», représentent l'aspect le plus explosif du débat. En septembre, la presse chinoise officielle a commencé à parler de ce problème évidemment politique.

Néanmoins, jusqu'à maintenant, la progression de cette campagne est plutôt lente, en dépit du fait que le 6 octobre, tous les quotidiens de Pékin ont réimprimé une partie d'un rapport fait par Chou En-lai en mai 1949, dans lequel il met l'accent sur le fait que «(on ne devrait jamais) considérer Mao Tse-toung comme un dieu isolé», «Mao a autrefois été superstitieux et arriéré», et que la théorie de Mao sur «l'encerclement des villes par la campagne» n'est pas une création originale mais plutôt un résultat inspiré par un autre vétéran communiste, Yun Dai-ying.

En fait, le débat philosophique actuel ouvre un procès de «démaoïsation». Tout indique que c'est là son but. Néanmoins, certaines caractéristiques de ce procès de «démaoïsation» sont maintenant apparues.

D'abord, le cadre général de la pensée de Mao Tse-toung reste épargné par l'examen critique. Seuls les excès du maoïsme sont étudiés, avec l'excuse, soit qu'ils sont les crimes de Lin Piao et de la «bande des quatre», soit qu'ils sont dus à des changements dans la situation objective.

Ceci se reflète dans «*Un principe fondamental du marxisme*», article publié par le *Jiefangjun Bao*, dans lequel il est annoncé que «*le drapeau de la pensée de Mao Tse-toung a été et continuera d'être notre drapeau pour l'unité dans la lutte*». (*Peking Review*, 21 juillet, p. 13). S'il y a eu des erreurs dans le passé, c'est seulement parce que «*Lin Piao et la 'bande des quatre' ont gratuitement*

falsifié la pensée de Mao Tse-toung et arboré le drapeau du Président Mao pour colporter leur propre camelote».

Deuxièmement, la «discussion» présente se donne une autre limite, qui est d'affirmer que la ligne actuelle de la direction est correcte et que toute critique pouvant lui être faite reflète les résidus de l'idéologie soit-disant de gauche de Lin Piao et de la «bande des quatre».

Les dirigeants bureaucrates sont particulièrement sensibles à la politique étrangère contre-révolutionnaire actuelle, qui reflète profondément la théorie du socialisme dans un seul pays. Dans l'article qui vient d'être cité, après avoir expliqué que la théorie doit subir des révisions, car ce qui était correct dans le passé peut ne plus être juste ni utile en raison des changements de conditions, l'auteur donne en exemple la thèse de Lénine sur la victoire finale du socialisme. Cette théorie stipule que, alors que la révolution socialiste peut triompher dans un pays, la victoire finale du socialisme ne pourra être obtenue que par les efforts conjugués de la classe ouvrière dans la plupart des pays. L'article suggère que cette théorie n'est plus applicable actuellement à la situation chinoise.

Finalement, la forme que prend le débat fait penser à celle des campagnes politiques impulsées par la «bande des quatre». C'est parce que la question de la «démaoïsation», qui est un problème brûlant, étant donné que la politique extérieure de la Chine est de plus en plus contre-révolutionnaire et que sa politique intérieure est de plus en plus «révisionniste» selon les anciens critères, n'a pas encore trouvé de solution sur laquelle l'ensemble de la direction au sommet soit d'accord. Autrement, cela aurait été le Bureau politique ou le Comité central qui aurait déclenché la campagne. Et visiblement, Hua Kuo-feng est un des dirigeants importants qui résistent au courant actuel.

La manifestation de «démaoïsation» la plus dramatique est la réhabilitation partielle possible de la cible numéro un de la Révolution culturelle, Liu Shiao-chi. On croit qu'il est encore en vie, bien que cela ne soit pas confirmé.

Luo Bing, un autre auteur du *Cheng Ming*, qui a visité Pékin récemment, révèle que d'après ce qu'il a vu, l'habitant moyen de Pékin n'a pas tendance à rejeter le Président destitué. Un ami, qui doit être une personnalité importante, sinon il ne parlerait pas aussi franchement au milieu des tensions de la lutte de fractions, a dit à Luo que la raison pour laquelle on ne traitait plus Liu Shiao-chi de traître, de renégat et de briseur de grève, était que ces termes n'étaient pas appropriés.

L'autorité anonyme n'a mentionné qu'une erreur commise par Liu Shiao-chi, sans se référer à la longue liste de «crimes» amassés contre lui. Cette seule erreur était sa mauvaise attitude pendant la campagne pour l'éducation socialiste dans les zones rurales au début des années 60.

#### «CEUX QUI COUVRENT» CONTRE «CEUX QUI NE COUVRENT PAS»

Dans son article, «*La nouvelle lutte de pouvoir dans le Parti communiste chinois*», publié dans le numéro d'octobre de la revue mensuelle *Seventies*, un magazine maoïste de Hong Kong, Qi Xin concède que des luttes de fractions à l'intérieur du PCC se poursuivent depuis deux ans. Ceci signifie que la chute de la «bande des quatre» n'a pas amené la fin des fractions à l'intérieur du parti.

Selon son analyse, qui laisse transpirer les idées de la fraction de Teng Hsiao-ping, «*la lutte du pouvoir dans le PCC se déroule entre 'ceux qui couvrent' et 'ceux qui ne couvrent pas'.* 'Ceux qui couvrent' cherchent à effacer les contradictions, à écarter les problèmes et à sauter illusoirement par dessus les incidents irréels ou injustes, ainsi qu'à monter de toutes pièces des accusations, depuis la Révo-

lution culturelle. Alors que 'ceux qui ne couvrent pas' veulent exposer les contradictions, affronter la réalité, rendre publique la vérité sur les événements, et juger correctement ceux qui ont été mal jugés ou accusés à tort».

L'auteur continue en expliquant que «'ceux qui couvrent' sont ceux qui ont profité de la Révolution culturelle et de ce qui a eu lieu depuis. Alors que 'ceux qui ne couvrent pas' sont pour la plupart des vieux cadres, des cadres inférieurs, et le peuple.

«'Ceux qui couvrent' sont représentés par Wu Teh. Il est déjà un cadre important. Néanmoins, il doit avoir été soutenu par quelqu'un au-dessus de lui, sinon il n'aurait pas pu travailler aussi longtemps à Pékin en tant qu'élément de 'ceux qui couvrent'.

«'Ceux qui ne couvrent pas' peuvent être représentés par Wu Yao-bang, le vice-principal de l'école du Parti du Comité central du PCC et le chef du Bureau organisationnel. Il est visiblement soutenu par quelqu'un au-dessus de lui, dont le pouvoir est beaucoup plus important que celui de 'ceux qui couvrent'».

Comme le débat philosophique l'indique, Teng Hsiao-ping est certainement le dirigeant de «ceux qui ne couvrent pas». Alors que l'incident de la distribution de *Jeunesse chinoise* montre que Hua Kuo-feng soutient «ceux qui couvrent». Et tout suggère que «ceux qui ne couvrent pas» sont plus forts que «ceux qui couvrent».

Parmi les trois organes de presse les plus importants du PCC, le *Renmin Ribao* (le quotidien du peuple) et le *Jiefangjun Bao* (le quotidien de l'Armée de libération) soutiennent «ceux qui ne couvrent pas», et seul le *Hongqi* (Drapeau rouge) est de l'autre côté.

En ce qui concerne les publications secondaires, du *Zhezue Yangjiu* (Études philosophiques) et du *Jingji Yangjiu* (Études économiques) au *Renmin Wenzue* (Littérature populaire), presque toutes joignent leur voix à celles de «ceux qui ne couvrent pas». Il en est de même des trois magazines maoïstes publiés à Hong Kong - les mensuels *Seventies*, *Cheng Ming* et *Dong Xiang*.

En fait, Qi Xin, l'auteur cité plus haut, a publié une série d'articles, à partir du numéro de septembre du mensuel *Seventies*, dont le titre est «Un examen de la pensée 'gauchiste' du PCC», dans lequel il va plus loin que ses équivalents chinois dans les attaques directes contre «l'aventurisme» des communes populaires et du Grand bond en avant (à savoir la critique de la période 1956-1957 et de la politique mise alors en avant par Mao Tse-toung lui-même).

Un article publié dans le numéro de novembre de *Cheng Ming*, sous le titre inspirant de «Retour à la normale après la confusion ou complet révisionnisme à l'œuvre ?», résume les principaux problèmes en cause dans la lutte de fractions du point de vue de la fraction de Teng Hsiao-ping.

L'auteur expose en ces termes l'essentiel de l'orientation actuelle du PCC : «La mise en application soigneuse des principes de à chacun selon son travail et des intérêts matériels, la prise en compte à la fois des intérêts de l'Etat, de la collectivité et des individus; l'application des principes : le plus vous travaillez le plus vous gagnez, le moins vous travaillez le moins vous avez, et pas de travail pas de salaire; la restauration du système des primes, la mise à l'essai de la méthode de la sanction économique; la reconnaissance de la propriété collective des paysans et le respect de l'autonomie de l'équipe de production; la reconstitution des parcelles individuelles des membres de la commune et du marché du village, et l'encouragement des membres

de la commune à développer leur production familiale annexe - on peut faire pousser des produits sur les parcelles individuelles pour les vendre, et on peut vendre de la nourriture au marché du village; la permission aux capitalistes étrangers de construire des usines sous certaines conditions, et la coopération avec des pays étrangers pour prospector les ressources naturelles; l'acceptation de dépôts des banques étrangères; l'introduction de la science étrangère, de la technologie et des facilités techniques à une large échelle; l'envoi d'étudiants dans les pays capitalistes; l'ouverture de zones touristiques

comme 'bourgeois' de ce qui est intellectuel, l'élévation du statut politique des professeurs et des techniciens, et le recrutement de membres du parti chez les intellectuels; la mise en œuvre de la pratique comme seul critère de la vérité, l'abolition de la superstition par rapport à la pensée de Mao Tse-toung, la promotion de la 'politique des trois anti' (ne pas stigmatiser, ne pas entraîner de force, ne pas frapper) et l'application totale de la 'politique des deux fois cent' (la discussion entre cent écoles, l'éclosion de cent fleurs); la liberté jusqu'à un certain degré dans la création et la science».

Quatre jours à peine après que la première affichette critiquant Mao soit apparue sur les murs de Pékin, la polémique murale faisait rage dans le centre commercial de la capitale chinoise. Une affiche, rapidement lacérée selon les correspondants de presse, prenait la défense de Mao Tsé-toung et de Hua Kuo-feng face à leurs contradicteurs. Mais d'autres demandaient la réhabilitation de Liu Shao-chi, dénoncé durant la Révolution culturelle comme étant le «Krouchtchev chinois», de Peng Teh-huai, maréchal limogé en 1959 par Mao, de Tao Chu, ancien chef du bureau centre-sud du PCC, déchu pendant la Révolution culturelle après une ascension politique éclair. Des placards demandent par contre la condamnation politique d'anciens membres du BP qui jouèrent un rôle important comme responsables des services de sécurité il y a une dizaine d'années, Kang Sheng et Hsieh Fu-chih. Un nouveau membre de l'actuel Bureau politique est publiquement critiqué pour son rôle dans la répression de la manifestation de Tien An-men, Ni Chih-fu, président de la fédération des syndicats.

Les attaques nominales de dirigeants d'hier et d'aujourd'hui se font donc de plus en plus nombreuses et violentes, symptôme de l'acuité des conflits politiques en cours. C'est également au nom du droit des masses à la démocratie que les condamnations les plus virulentes de la fraction maoïste sont menées. L'une des premières affiches murales affirmait à cet égard : «On ne peut pas tolérer que les droits humains et la démocratie soient seulement des slogans de la bourgeoisie occidentale et que le prolétariat oriental n'ait besoin que de la dictature, y compris celle intégrale sur toutes les sphères de la superstructure».

à l'intérieur du pays et le développement important du tourisme; la réforme du système d'éducation et du système d'examens, la sélection des meilleurs étudiants, l'enseignement suivant les capacités et les dons des étudiants, l'accent étant mis sur l'éducation intellectuelle; la suppression de la considération

Néanmoins, l'auteur admet que beaucoup de ces principes étaient considérés autrefois comme «révisionnistes» par le PCC. Le PCC doit donc mettre au point une explication. Autrement, et les cadres et le peuple seront pris dans une grande confusion, au point de rendre douteuse l'application effective de cette politique.

## LA CHUTE DE WU TEH ET LA QUESTION DES CADRES INTERMEDIAIRES

La déposition de Wu Teh de son poste de chef du Comité de la ville de Pékin a marqué un tournant dans la lutte de fractions.

On doit mettre l'accent sur le fait que c'est la pression des masses s'exerçant par une campagne véhémement de *dazibaos* qui a entraîné la déposition de Wu Teh. Cette campagne de *dazibaos* a duré presque sans s'arrêter pendant deux ans, Wu Teh étant ouvertement nommé. Une des raisons principales de la haine envers Wu Teh est que c'est lui qui a été responsable de la répression directe de la manifestation de Tien An Men.

Une minorité des *dazibaos* attaque Wu Teh autrement qu'au simple niveau personnel, en reliant son pouvoir au fait que la vie à Pékin soit ennuyeuse et misérable, et au manque de droits démocratiques. C'est cette minorité critique qui a refusé de cesser d'attaquer la misère quotidienne des masses après que Wu Teh ait été déposé officiellement en septembre.

Néanmoins, bien que la question de Wu Teh ait été ouvertement posée à la direction pendant deux ans, sa résolution difficile et tardive est très surprenante. La bureaucratie entière est certainement consciente du fait que si on accède immédiatement aux demandes des masses, elles risquent de mettre en œuvre un procès dynamique. En effet, ayant compris que l'équilibre des forces entre elles et la bureaucratie est considérablement amélioré, les masses pourront faire pression pour qu'on leur accorde les revendications qu'elles pensent justifiées. Mais c'est exactement la situation à laquelle la bureaucratie tente d'échapper depuis la mort de Mao et la chute de la « bande des quatre ».

Actuellement, le problème de Hua Kuo-feng n'est plus une question de contradiction non résolue entre deux lignes dans la direction. L'orientation de Teng Hsiao-ping triomphe ouverte-

ment. Le problème de Hua Kuo-feng est un reflet de la crise profonde des cadres de la bureaucratie.

Dans son numéro de septembre, le magazine *Hongqi* (Drapeau rouge, organe mensuel théorique du PCC) a publié un article important de son commentateur spécial sous le titre de « Renforcer l'unité sur la base de la ligne du Parti du 11<sup>e</sup> Congrès ». En même temps, en août et en septembre, un certain nombre d'articles publiés dans le *Renmin Ribao* et le *Quang Ming Ribao* abordaient le même problème que celui qui avait été soulevé par l'éditorial du *Hongqi*. Ce problème est : comment surmonter la crise des cadres ?

L'article du *Hongqi* admet que « des facteurs minant par en dessous l'unité du parti existent réellement ». Après avoir constaté la profondeur de cette crise, il cherche à éclaircir ces facteurs. D'abord, selon cet article, parmi ceux qui autrefois ont appliqué la ligne « révisionniste contre-révolutionnaire » de la « bande des quatre » ou ont été liés aux « activités de conspiration de la 'bande des quatre' pour usurper le pouvoir du Parti » et sont toujours dans le Parti ou l'appareil d'Etat, il existe une « minorité extrêmement faible » qui se refuse encore à admettre ses anciennes erreurs. Elle continue à « se placer en travers du mouvement en cours ». Naturellement, cette accusation concerne des bureaucrates importants comme Wu Teh ou même Hua Kuo-feng.

Il existe aussi des cadres « qui n'ont pas été liés aux activités de conspiration de la 'bande des quatre' pour usurper le pouvoir du Parti », mais qui sont si profondément empoisonnés par son influence que même après sa chute, ils se laissent encore aller à « la pratique bourgeoise des fractions » aux dépens des « principes du prolétariat et de l'intérêt du Parti ».

Ces cadres se considèrent comme « ayant toujours raison » et « étant les seuls révolutionnaires », ce qui reflète pratiquement « le système réactionnaire de théorie, de point de vue et de

manière de penser de Lin Piao et de la 'bande des quatre' ». Une grande partie de la bureaucratie, si ce n'est pas sa majorité, est la cible de ces attaques.

Un autre article du *Dong Xiang* renvoie exactement à la même situation. D'après des interviews de ce magazine réalisées à Pékin et à Canton, seuls les dirigeants au sommet et les masses soutiendraient avec enthousiasme la politique actuelle. De nombreux cadres intermédiaires, notamment ceux qui ont obtenu leurs postes pendant la Révolution culturelle, considèrent que l'on assiste aujourd'hui en Chine à « la restauration du capitalisme » et à « l'engagement dans la voie révisionniste ».

L'article du *Hongqi* attaque de même les excès de bureaucratisme manifestés par les cadres, la corruption, la fraude (et envers les masses et envers les instances supérieures de la bureaucratie), le refus d'appliquer l'orientation officielle, etc. Ce que l'article ne mentionne pas, mais dont il faut tenir compte pour comprendre la situation actuelle, c'est qu'il existe un grand nombre de cadres qui ne se sont pas remis de la confusion politique des 12 dernières années et qui sont profondément démoralisés.

La crise actuelle est d'autant plus délicate qu'elle ne peut être résolue que par des moyens politiques. Toute solution organisationnelle serait inefficace, si ce n'est impossible, car la bureaucratie ne peut simplement pas se permettre de se débarrasser de tous les cadres mis en place pendant la Révolution culturelle.

De même, les luttes de fractions se sont déjà intensifiées en raison du retour en masse des cadres déposés de leurs fonctions pendant la Révolution culturelle ou même pendant les campagnes anti-droitières de la fin des années 50 et du début des années 60. A cet égard, le débat philosophique est aussi effectué à l'intention de la vaste majorité des cadres, en espérant qu'il pourra transformer leur façon

de penser et leurs attitudes politiques en faveur de la direction actuelle.

Mais jusqu'à aujourd'hui, rien n'indique que les deux principales couches qui composent l'appareil bureaucratique en Chine puissent être rassemblées dans un processus harmonieux : les anciens cadres réhabilités et ceux qui avaient résisté au test de la Révolution culturelle ou qui ont été nommés à leur poste depuis.

Visiblement, comme le montre l'article du *Hongqi*, la direction ne se fait pas d'illusion sur les possibilités de résoudre la crise rapidement par de simples moyens disciplinaires. On répète que les cadres ont le droit de faire des erreurs, s'ils les corrigent à temps.

Il est clair que si la direction exerçait trop de pressions sur les cadres, elle risquerait tout d'un coup : ou le succès total, ou l'échec complet. La conséquence de cet échec serait la paralysie de toute la bureaucratie. Le risque est trop important.

C'est en partie à cause de cela que Hua Kuo-feng peut conserver sa position à la tête du Parti communiste chinois - car il serait plus facile de le déposer que de surmonter la crise actuelle de la bureaucratie. Cependant, le maintien de Hua Kuo-feng va favoriser en même temps le renforcement de désaccords au sein même de la direction.

La direction bureaucratique est obligée de donner une explication positive sur la nature de la politique actuelle. Mais une telle explication sera très peu convaincante, si ce n'est tout à fait inutile, si on ne revient pas sur tous les choix politiques importants mis en œuvre depuis le Grand bond en avant.

C'est exactement pour cette raison que la bureaucratie entière est divisée en deux tendances : «*ceux qui convrent*» et «*ceux qui ne couvrent pas*». Tous cherchent à revenir sur les orientations du passé, mais c'est une tâche impossible si l'on ne revient pas sur les initiatives de Mao Tse-toung et

sur sa pensée. Or, «*ceux qui couvrent*» et «*ceux qui ne couvrent pas*» sont précisément divisés sur cette question. Car ce qui est maintenant en cause, ce n'est pas seulement la pensée de Mao Tse-toung en elle-même, mais son rôle en tant qu'idéologie de la bureaucratie chinoise.

Le «*débat philosophique*» en cours confirme l'existence de cette divergence au sein du PCC. L'un des journalistes du *Cheng Ming* en fait état en ces termes (qui peuvent devenir le point de vue officiel en Chine pour peu que Teng Hsiao-ping gagne la bataille en cours) :

*«Sur l'appréciation de la pensée de Mao Tse-toung, il existe deux tendances en conflit au sein du PCC, l'une pouvant être qualifiée de 'dualiste' et l'autre d'universaliste'.*

*«Les 'dualistes' estiment que la pensée de Mao Tse-toung n'a pas été monolithique (...). 'Dualiste' signifie qu'il faut diviser un en deux : la part qui est correcte et la part qui est incorrecte. La seconde part peut elle-même être divisée en deux éléments : ce qui était fondamentalement faux - ce qui veut dire qui était déjà faux quand il a été avancé - et ce qui n'est que dépassé - ce qui veut dire que ces opinions étaient correctes quand elles ont été avancées mais qu'elles sont dépassées par l'évolution de la situation et qu'elles sont devenues fausses. Il est nécessaire de réévaluer encore ces opinions dépassées et d'en tirer les conséquences. A partir de ces analyses, les 'dualistes' défendent l'idée selon laquelle on ne devrait pas s'en tenir à chaque phrase du Président (Mao) mais que l'on ne devrait au contraire garder que les déclarations correctes, les autres ne devant pas être suivies.*

*«Les 'universalistes' défendent des opinions inverses. Pourquoi les appelle-t-on 'universalistes' ? Parce que leur credo est celui de l'universalité : nous soutenons fermement toute décision du Président Mao ; nous obéissons résolument à toute directive du Président Mao (...). Cette tendance refuse d'analyser d'un point de vue*

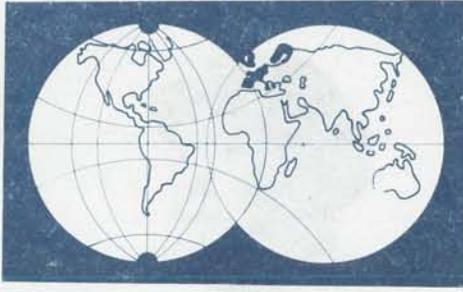


*dualiste la pensée de Mao Tse-toung. Ils défont Mao Tse-toung lui-même ainsi que sa pensée, convaincus que chaque mot prononcé par le Président Mao doit être mis en pratique.»*

La prédominance de «*ceux qui ne couvrent pas*» ou des «*dualistes*» annonce un processus de «*démaoïsation*» durant lequel une partie de la politique et des thèses de Mao Tse-toung devront être critiquées post-mortem.

Cette crise du maoïsme rappelle de ce point de vue la crise du stalinisme après la mort de Staline. Toutes deux reflètent clairement le fait que si la bureaucratie est capable de concentrer tout le pouvoir de la société entre ses mains, elle est par contre totalement incapable de créer sa propre idéologie et de lui donner une véritable perspective historique - car la bureaucratie n'a aucun rôle historique progressiste à jouer.

Ceci, le peuple chinois ne le comprendra peut-être pas tout de suite. Mais la crise de la bureaucratie chinoise est un fait qui ne sera pas sans conséquences majeures sur la conscience des masses. En effet, les conditions pour le développement indépendant de la conscience politique du prolétariat et des masses chinoises (et par conséquent pour leur action indépendante) se sont vues améliorées par la crise du maoïsme.



**Autriche**

# **Victoire des anti-nucléaires**

*Le chancelier social-démocrate Kreisky avait sous-estimé la polarisation créée par le mouvement anti-nucléaire. Ce mouvement de masse lui a fait perdre le référendum dont il pensait sortir vainqueur.*

**Hermann DIRKES**

Avec tout juste une majorité absolue (50,47%) des suffrages exprimés, la population autrichienne s'est prononcée dimanche dernier contre la mise en marche de la centrale nucléaire de Zwentendorf. L'issue de ce referendum signifie une défaite évidente, et d'une ampleur inattendue, pour ceux qui profitent du nucléaire, non seulement en Autriche, mais aussi au niveau de la direction de la multinationale Siemens et partout ailleurs. C'est aussi une déroute importante pour le Chancelier fédéral social-démocrate Bruno Kreisky et pour les dirigeants de la Fédération syndicale (OGB) qui, pour combattre le mouvement anti-nucléaire, avait mené une action conjointe avec les industriels et les producteurs d'électricité au niveau de la propagande et, plus généralement, sur le plan politique. On notera avec intérêt le «démocratisme» peu commun du Parti social-démocrate autrichien qui, au lendemain du résultat des élections, changeait sa position du tout au tout : l'Autriche aura fourni le premier parti ouvrier de masse à être désormais intégralement contre toute implantation de centrale nucléaire (1) !

● Le referendum décidé en juin 1978 par tous les partis du Parlement autrichien n'a pas provoqué le raz-de-marée attendu en faveur de la mise en marche de la centrale de Zwentendorf et pour «l'utilisation pacifique de l'énergie atomique». Ce fut au contraire la débâcle. Maintenant, les partisans du nucléaire et Kreisky n'ont plus seulement à faire face à un mouvement anti-nucléaire renforcé à la ville comme à la campagne et conscient de sa force politique, mais aussi à une opposition croissante dans le Parti socialiste et dans les syndicats. Le calme plat qui régnait dans les zones rurales a été sensiblement dérangé par la popularisation qui s'est développée lors de la campagne pour le referendum. Le succès politique des opposants au nucléaire - porté et rendu possible par un large mouvement populaire - peut donner un élan important vers

une reprise de la lutte des ouvriers autrichiens, qui, après des dizaines d'années de «miracle économique» autrichien, sont de plus en plus en butte aux attaques du capital et du gouvernement.

## **LES METHODES DE LA MAFFIA DE L'ATOME : PARTOUT LA MEME CHOSE**

Le premier réacteur nucléaire autrichien (730 mégawatts) près de Zwentendorf, environ à 30 km à l'ouest de Vienne, aurait dû entrer en action dès 1976. Il s'agit d'un réacteur à eau légère. Ce type de réacteur correspond à ce que l'on demande généralement à une centrale nucléaire : «sécurité, propreté, résistance». Le programme nucléaire de l'Etat autrichien prévoit d'ici 1990 la mise en service de trois réacteurs.

La résistance anti-nucléaire a complètement bouleversé ces plans. Le 12 juin 1977, environ

6000 opposants à l'utilisation civile du nucléaire ont manifesté à Zwentendorf, devant la centrale presque terminée. C'est un chiffre considérable dans la situation autrichienne présente. L'OVP (le Parti du peuple - le plus grand parti bourgeois d'opposition, dont le dirigeant est Taus), cherche à utiliser cette occasion pour faire comme en Suède, c'est-à-dire faire basculer l'opinion en sa faveur contre le parti de Kreisky. Celui-ci est au pouvoir depuis huit ans avec tout juste la majorité absolue.

C'est alors qu'un grand éclat s'est produit. En janvier de cette année, les opposants au nucléaire ont dénoncé le transport de barres d'uranium vers Zwentendorf. L'opposition bourgeoise s'est emparée de l'événement, l'affaire est devenue un véritable scandale politique. Cette livraison signifiait véritablement le coup d'envoi pour la mise en marche de la centrale, alors que le Parlement ne s'était pas encore prononcé. On ne sait pas si l'opposition n'était vraiment pas au courant de cela, ou si elle a agi seulement sous la pression du déroulement des faits. Par contre, ce qui était évident pour la population, c'est que le Parlement ne signifiait plus rien pour le gouvernement.

A partir de ce moment-là, on n'a plus parlé du tout des décisions du Parlement concernant la centrale nucléaire. Les deux partis bourgeois d'opposi-

tion (l'OVP et le FPO - ce dernier est encore plus à droite) se sont déclarés de jour en jour plus critiques envers la mise en marche de la centrale, bien qu'ils soient en principe en faveur de l'utilisation de l'énergie nucléaire, et que la décision de construire la centrale de Zwentendorf ait été prise par un gouvernement uniquement OVP, à la fin des années 60. Le plan de Kreisky, qui était d'obtenir l'unité des partis représentés au Parlement, a échoué. C'est alors que le rusé stratège de la social-démocratie autrichienne a choisi la fuite en avant, et s'est décidé à organiser un referendum. Pourtant, au printemps 1978, il avait personnellement repoussé cette idée dans un article de l'organe central du Parti socialiste *Arbeiterzeitung*. Cette proposition avait été lancée depuis quelques temps par les opposants au nucléaire, comme solution de rechange à une décision du Parlement. Son changement soudain d'opinion paraissait au début être un coup génial contre l'opposition divisée. En effet, alors que le président de l'OVP, Taus, s'inquiétait du manque de mesures de sécurité, les gouvernements de province dirigés par l'OVP préparaient la mise en marche de la centrale. Kreisky semblait ne rien avoir à craindre du mouvement anti-nucléaire, grâce au contrôle de la social-démocratie sur le puissant UGB. L'issue du referendum semblait assurée dès le départ.

Mais Kreisky s'était fait des illusions. Pendant la campagne pour le referendum, une forte polarisation s'est développée, et le mouvement anti-nucléaire est devenu un véritable mouvement de masse. Dans tout le pays ont surgi des initiatives multiples, des comités ont été créés dans pratiquement toutes les branches d'activité, et ils ont développé une agitation intense. Ce qui a été particulièrement significatif, c'est l'opposition croissante qui s'est créée à l'intérieur même du SPO. Pour la première fois depuis longtemps, un groupe de membres et de dirigeants du SPO (dont le syndicaliste Paul Blau, ancien rédacteur en chef de AZ) a osé s'op-

poser ouvertement et construire un comité. La Jeunesse socialiste a soutenu ce comité de façon non officielle.

### MENSONGES ET MENACES

Le succès des opposants au nucléaire est d'autant plus remarquable que le *lobby* nucléaire, très puissant financièrement, avait organisé une gigantesque campagne de propagande. Les producteurs d'électricité avaient envoyé une brochure à chaque ménage (naturellement aux frais des utilisateurs !), dans laquelle ils faisaient de la publicité pour l'énergie nucléaire à l'aide d'une démagogie grossière et d'une intoxication de l'opinion sur le thème : « *Bientôt nous n'aurons plus d'électricité, nous reviendrons à l'âge de pierre.* ». Siemens menaçait, dans le cas d'une issue négative du referendum, de devoir remettre en cause ses « engagements antérieurs » en Autriche (C'est Siemens qui livre les réacteurs) !

*litiques*». La base du SPO devait être amenée à dire « oui » par des appels démagogiques à l'instinct politique de classe.

Sans aucun doute, une partie du mouvement anti-nucléaire est politiquement conservatrice, pour ne pas dire directement sous l'influence de l'OVP. Le FPO - contrairement à l'OVP - n'appelait pas directement à voter « non ». Dans les grandes entreprises et dans le mouvement ouvrier, on remarquait peu d'opposition. Finalement, le minuscule Parti communiste stalinien s'est prononcé contre le mouvement anti-nucléaire et a décidé d'une « tactique » qui rendait tout possible, du « oui » critique au vote nul, en passant par l'abstention.

### DE QUOI IL S'AGISSAIT VRAIMENT

Dans cette situation, le travail des forces progressistes dans le mouvement anti-nucléaire avait une signification particulière. Ils devaient expliquer aux partisans du SPO que de voter

#### RESULTATS DU REFERENDUM (en pourcentage)

	Participation au vote	Oui	Non	Nul
Ensemble	64,1	49,53	50,47	2,33
Vienne	63,7	55,5	44,5	2,6
Vorarlberg	75,8	15,59	84,4	
Zwentendorf	86,4	55,6	44,4	
Tullnerfeld	-	36,3	63,4	
St Pantaleon	-	44,4	55,5	
Allensteig	-	-	72,2	

Les sondages d'opinion antérieurs au 5 novembre devenaient de plus en plus inquiétants pour le gouvernement. Le plus étonnant était que le pourcentage de « non » était aussi élevé dans le SPO que dans l'OVP. Kreisky faisait de lourds reproches à la jeunesse socialiste, et menaçait de démissionner au cas où il échouerait. En même temps, il appelait à « *préparer la défaite des opposants po-*

contre la centrale nucléaire ne signifiait absolument pas appuyer la politique de l'opposition bourgeoise. Ils devaient d'autre part monter, face au mouvement pour la protection de l'environnement, que seul le mouvement ouvrier serait à long terme capable de lutter contre les profiteurs de l'atome et les destructeurs de l'environnement. C'était un des points centraux de l'intervention du GRM

(groupe marxiste-révolutionnaire - Section autrichienne de la IVe Internationale). A l'intérieur de la plus importante et de la plus ancienne organisation des opposants au nucléaire (l'IOAG), qui a été créée par la gauche radicale, les activités du GRM ont maintenant un rôle dirigeant, à côté de celles des inorganisés et des maoïstes.

Le résultat montre néanmoins le fait que la classe ouvrière dans sa majorité n'a pas encore fait sienne propre la lutte contre la production d'énergie atomique pouvant amener des catastrophes. Cependant on peut constater que la démagogie des partisans du nucléaire a vraiment perdu de son efficacité. Dans les quartiers à forte majorité ouvrière de Vienne, 30 à 40% des gens ont voté «non». D'autre part, il y a eu un fort

pourcentage de «oui» dans les régions industrielles où un fort taux de chômage existe, comme dans le Steiermark.

Les résultats les plus importants contre la mise en route de la centrale ont été obtenus dans la région de Vorarlberg, où un mouvement actif contre une centrale nucléaire dans la Suisse voisine existe depuis des années. Ils est aussi intéressant de constater un grand nombre de «non» dans les autres régions où doivent être établis des centrales ou des dépôts de déchets nucléaires (à St Pantaleon et à Allensteig). Le gouvernement et l'opposition bourgeoise semblent vouloir minimiser l'événement. Les résultats élevés sont visiblement désagréables à la direction de l'OVP. Elle voulait profiter d'une opération démagogique et non ame-

ner le referendum à la victoire. Elle se trouve maintenant un peu dans la situation d'un apprenti sorcier. Les producteurs d'électricité menacent d'augmenter les prix et de ne plus satisfaire la demande. Contre ces machinations, il faut maintenant renforcer la lutte de classe et mobiliser la classe ouvrière sur des programmes d'action clairs.

#### Note

1) Nous avons déjà traduit et mis sous presse cet article pris dans Was tun (que faire) - journal de la section allemande de la IVe Internationale - quand nous avons reçu Rotfront, journal de notre section autrichienne, donnant le bilan de la campagne menée par nos camarades autrichiens à qui nous adressons nos excuses.

## Italie - Espagne

# La vente de la SEAT à la FIAT

### Déclaration commune des cellules des Gruppi communisti rivoluzionari et de la Liga comunista revolucionaria (IVe Internationale)

## Document

Nous publions ci-dessous une déclaration commune adoptée par les cellules des sections italiennes et espagnoles de la IVe Internationale des entreprises Fiat de Turin et Barcelone.

La firme Seat, la plus grande entreprise de l'industrie automobile en Espagne, est une société mixte dont une partie des actions est détenue par un holding public de l'Etat espagnol. Une autre partie se trouve dans les mains du groupe italien Fiat, et une partie dans les mains d'actionnaires privés (essentiellement espagnols).

Récemment, le gouvernement espagnol a négocié la vente des parts qu'il détient, au groupe Fiat. Cette négociation fait partie d'un plan Fiat de réorganisation de sa production et de ses ventes à l'échelle européenne et mondiale, dans le cadre du processus de restructuration de toute l'industrie automobile, menaçant l'emploi de dizaines de milliers de travailleurs.

C'est dans ce contexte que les représentants des cellules de la IVe Internationale de Fiat/Turin et de Fiat/Barcelone se sont rencontrés pour lancer un appel commun à la coordination des luttes syndicales.

● Les Gruppi communisti rivoluzionari et la Liga Comunista revolucionaria (Sections italienne et espagnole de la IVe Internationale) des usines Fiat et Seat adoptent la déclaration suivante sur l'opération de vente de la Seat à la Fiat :

1. Du point de vue des intérêts des travailleurs, il est faux d'affirmer que la vente du secteur public de la Seat à la Fiat, qui donnera une majorité des actions et le pouvoir décisionnel à cette dernière, soit une solution à la crise que connaît aujourd'hui la Seat.

2. Les conséquences suivantes découleront de cette opération de vente pour les travailleurs de la Seat, des usines affiliées de la Fiat :

#### POUR LES TRAVAILLEURS DE LA SEAT

Dans la mesure où la logique de toutes les multinationales est le profit maximum, la Fiat augmentera la productivité de la Seat - actuellement 12,3 automobiles par travailleur -, au niveau de la productivité de la Fiat, en la calculant sur la même base annuelle d'heures de travail par ouvrier (à la Fiat le montant annuel d'heures par

ouvrier est de 1657, alors qu'il est de 1920 à la Seat). Elle passerait approximativement à 19 automobiles par an pour chaque travailleur.

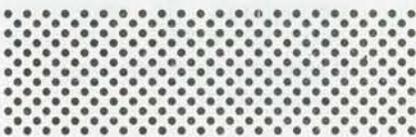
Pour atteindre cette productivité, la Fiat devra logiquement moderniser les installations en introduisant les robots et les transferts. Ceci aura pour conséquences - à moins de procéder à des mesures radicales de réduction de l'horaire de travail et des cadences - le risque de faire perdre leur emploi à environ 30 ou 40% des ouvriers.

Même si, dans l'immédiat, il ne s'agit que d'une mise en chômage technique (durant un à deux ans pour environ 10000 ouvriers, selon des informations fournies par les responsables du secteur automobile des Commissions ouvrières après des réunions avec les dirigeants de la Fiat), il n'existe aucune garantie que par la suite, l'ensemble des ateliers soient réorganisés sans licenciements. Il ne faut pas oublier que pour maintenir une productivité qui permette de retirer les mêmes profits avec les ateliers actuels, il faudra augmenter la production globale de 40 à 50%.

Cette augmentation de la production globale rencontrera de grandes difficultés pour trouver des débouchés soit sur le marché intérieur, soit sur le marché international, étant donné que les perspectives du secteur automobile sont très sombres par suite de la situation et de la stabilisation des marchés des pays développés, de l'augmentation prochaine des prix du pétrole, de la diminution de la valeur d'usage de l'automobile, de l'aiguinement de la concurrence entre les multinationales du secteur dans le cadre de la crise toujours plus profonde de l'économie capitaliste.

D'autre part, le processus de diversification de la production afin d'engager la main-d'œuvre excédentaire à des productions différentes de l'automobile - comme l'a fait la Fiat en Italie - sera totalement rejeté par cette dernière car, comme

elle l'a annoncé, ses plans immédiats dans le secteur de l'automobile visent à une spécialisation dans une gamme réduite de modèles et à produire sur une large échelle afin de réduire les coûts au minimum.

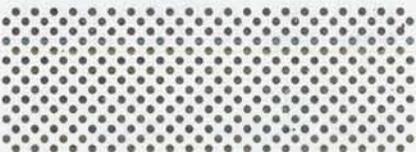


### CRITIQUE COMMUNISTE no 25

Actualité de Léon Trotsky

Interviews de Ernest Mandel,  
Pierre Broué, Yvan Craipeau,  
Jean Ellenstein.

Articles de Pierre Frank,  
Michel Lequenne, Alain  
Brossat, Jean-Marie Vincent,  
Carlos Rossi, Rodolphe  
Prager et Jean-François  
Godchau.



### POUR LES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES LIEES A LA SEAT

Une des conditions posées par la Fiat lors des contacts préliminaires avec les représentants de l'INI (Entreprises du secteur public espagnol) pour l'acquisition de la Seat est de pouvoir importer sans tarif douanier les fournitures et le matériel que la Seat achète actuellement à des usines espagnoles affiliées. Si cette situation est acceptée, elle aura pour conséquence de mettre en danger des milliers de postes de travail parmi les 250000 que comptent ces usines. Même le chômage technique appliqué actuellement à la Fiat aura un effet de boule de neige sur les industries affiliées, entraînant également le chômage technique et même la fermeture d'usines, comme cela est arrivé l'année passée - bien que la mise au chômage technique n'ait duré que 18 jours.

### POUR LES TRAVAILLEURS DE LA FIAT

Si la Fiat acquiert la majorité de la Seat, les possibilités d'utiliser à plein la stratégie des multinationales seront très grandes. Dans l'immédiat, elle pourra faire pression sur les travailleurs de la Fiat pour neutraliser leurs mobilisations durant les négociations des prochains contrats. Par la suite, elle cherchera à démanteler toutes les conquêtes économiques, sociales, syndicales qui lui créent des problèmes.

3. L'expérience du mouvement ouvrier international montre qu'il est beaucoup plus difficile de lutter contre une multinationale (voir les exemples Silma Bosch, Singer, Innocent-Leyland) que contre une entreprise à capital national, privé ou public. Dans tous les cas c'est la multinationale qui peut imposer son contrôle à tel ou tel pays et non vice-versa (voir l'exemple d'ITT au Chili).

C'est pourquoi, selon nous, les mesures suivantes seraient nécessaires pour trouver une solution à la crise de la Seat :

- a. élargissement du capital du secteur public jusqu'à ce qu'il devienne majoritaire, pour engager le processus de nationalisation sous contrôle ouvrier dont les délais et les rythmes seraient déterminés par l'évolution du secteur;

*Cahiers de la Toupe* N°26 - 15 NOV 1978 - 78-07



Le prix  
du «réalisme»  
syndical

- b. poursuite de la collaboration technologique entre la Fiat et la Seat sur le modèle des accords passés entre la Fiat et des pays comme la Pologne, la Yougoslavie, etc.; centralisation et augmentation des moyens techniques humains et matériels par l'Etat afin de doter le pays d'une capacité technologique autonome;
- c. financement par l'Etat de la diversification de la production dans le cadre d'un plan de production qui fournisse les produits industriels aujourd'hui importés.
- d. nationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises affiliées les plus importantes et intégration de celles-ci à la Seat afin de créer une base minimum, matérielle et technologique, permettant de commencer le processus de diversification de la production.
- e. un plan de secteur de l'automobile qui corrige et élimine les effets négatifs que la concurrence irrationnelle entre multinationales crée sur l'emploi;
  - 1. niveau de production, ventes internes et exportations;

2. Intervention de l'Etat sur les entreprises qui ne respectent pas les conditions du plan;

- f. 35 heures de travail hebdomadaire sans réduction de salaire, ce qui, à la Seat, permettrait de réabsorber entre 20 et 25% de la main-d'œuvre potentiellement excédentaire;

4. Tous les travailleurs concernés, de la Seat et de la Fiat, doivent participer aux négociations entre l'INI et la Fiat, à travers et avec leurs organisations syndicales de classe, comités d'usine et conseils.

5. La position des centrales syndicales UGT et Commissions ouvrières qui se sont prononcées sans avoir ouvert un réel débat parmi les travailleurs et parmi les syndiqués eux-mêmes affaiblit l'unité et la force des travailleurs justement par rapports aux prochaines négociations avec la Fiat et l'INI.

D'autre part, l'acceptation d'une majorité Fiat par l'UGT et, sous une forme plus voilée par la direction des Commissions ouvrières - même si dans ce cas, on parle « d'intégration à

la Fiat » tout en maintenant un secteur public similaire à l'actuel -, ne fait que renforcer les arguments de la multinationale et de ceux qui veulent liquider le secteur public (gouvernement Suarez, UCD).

6. Enfin, la direction Fiat maintient un silence significatif face aux travailleurs italiens, et en particulier de la Fiat, sur l'opération d'acquisition de la Seat - dont l'accord, pas encore définitif, sera bientôt conclu.

C'est pour cela qu'il est plus que jamais nécessaire de coordonner les centrales syndicales des deux pays et les comités et conseils d'usine respectifs. Cette coordination ne doit pas seulement satisfaire l'objectif d'une plus grande information ou organiser des manifestations de solidarité formelle, mais elle doit surtout permettre d'élaborer un plan commun de défense des intérêts communs de la classe ouvrière des deux pays et de commencer à coordonner les actions et les mobilisations pour la défense des postes de travail et des conquêtes acquises dans tous les domaines par le mouvement ouvrier.

19 octobre 1978



#### INSTITUT LEON TROTSKY

Le volume III des œuvres (septembre 1933 - avril 1934) vient de paraître. *Inprecor* en publiera prochainement quelques « bonnes feuilles ».

Le no 1 des *Cahiers Léon Trotsky* va paraître incessamment. 112 pages. 20 F ou abonnement annuel (3 numéros : 50 F) à envoyer aux EDI, 29 rue Descarte, 75005 Paris.

Sommaire du premier numéro :

Pierre Broué : Quelques proches collaborateurs de Léon Trotsky; Georges Breitman : Quand le journal de Hitler imprimait une lettre de Trotsky; Léon Trotsky: A propos de la philosophie du surhomme; etc.